

LA GAZELLE

Numéro 48 - Janvier 2025



Doğa

Sommaire

SOCIÉTÉ

LA SOUFFRANCE DES FEMMES VOILÉES :
Un fantasme misogyne déguisé ?
pages 3-4

L'HOMME POSTMODERNE ET SON OBSESSION POUR LA VITESSE
pages 4-5

POLITIQUE

L'ESPRIT DE L'ANTITERRORISME
pages 5-6

LES ORIGINES DU DESPOTISME DÉMOCRATIQUE
page 7

DU VOTE AU CULTES DE LA PERSONNALITÉ :
Comment neuf années de trumpisme ont transformé l'électorat républicain
pages 8-9

CULTURE

L'OBSESSION AMOUREUSE CHEZ ZWEIG :
Un corps-à-corps avec l'abîme
pages 9-10

COUVREZ CE SEIN QUE JE NE SAURAI VOIR
pages 11-12

DIPLOMATIE

LE PANDA, UN OUTIL DIPLOMATIQUE CHINOIS SOUS TENSION
pages 13-14

IMMIGRATION CLIMATIQUE :
Avoir raison pour les mauvaises raisons
pages 14-15

LES OBSESSIONS DU NATIONALISME :
La terre, le sang, la force et le corps
pages 15-16

FICTION

LE DANGER DES SOLITUDES PENSÉES
page 17

CHIMÈRE
page 18

COMPTE-RENDU :
Table-ronde du 21 novembre 2024
page 19

Couverture : Doga Aslan.

Écoutez la playlist Obsessions (48) de ce numéro sur  Spotify®

Édito

Je suis dans la voiture avec mamie. Elle n'aime pas ressasser le passé. Elle ne se confie que très rarement sur sa jeunesse, sa vie d'avant. Elle préfère parler du présent. Pour ses soixante ans, ses ami.e.s avaient organisé un anniversaire surprise ; au moment de souffler les bougies, l'air de *L'Internationale* résonne. Je n'ai compris que bien plus tard la symbolique de ce chant.

« C'était une époque de liberté, sans contrainte. Il n'y avait pas le Sida. L'argent, on n'en avait pas. On se garantait là où l'on voulait, on ne mettait pas la ceinture. Les filles avaient des jupes courtes. »

Où est-ce que ça a merdé ?

Loin de moi l'idée de tenir un discours idéaliste et réactionnaire comme quoi « c'était mieux avant » que pourrait tenir votre vieil oncle un peu trop alcoolisé au réveillon de Noël, comment expliquer une telle déliquescence. Étudie l'histoire pour ne pas commettre à nouveau les erreurs du passé, m'a-t-on dit. Pourtant, les guerres ne cessent, la parole continue d'être opprimée et l'extrême droite gagne encore du terrain dans un monde où l'homme le plus riche au monde injecte 200 millions de dollars dans la campagne du candidat suprémaciste. En France, le RN « inonde la zone [l'espace médiatique] de merde¹ », comme le préconisait en 2018 l'idéologue raciste Steve Bannon ; ce flirt entre l'extrême droite et Bolloré s'illustre à nouveau avec la sortie de la *modeste* autobiographie de Jordan Bardella, publiée aux éditions Fayard en novembre dernier.

Chacun a ses lubies : Macron avec sa ribambelle de premiers ministres, Trump avec la Chine, la Chine avec Taïwan... *Trump, scrump, rump*, un homme scélérat et mégalomane qui a réussi à créer un pseudo courant indéterminé. « America First », « Make America Great Again », le trumpisme ou cette obsession nombriliste pour sa propre nation révèle en réalité « [d']une forme extrême de rejet de la pensée rationnelle² ».

Après, qui suis-je pour critiquer Trump alors que je reviens sans cesse vers mon ex toxique ?

1 Rouget, A. (2024, 9 novembre). Musk, Bolloré : le parallèle que la France ne veut pas voir. *Mediapart*.

2 Kamecke, G. (2017). *La politique sans pensée ? Considérations sur l'irrationalisme des mouvements populistes contemporains*.

Mélina TORNOR

LA SOUFFRANCE DES FEMMES VOILÉES :

Eya KAROUI

UN FANTASME MISOGYNE DÉGUISÉ ?

En France, le port du voile est sans cesse au cœur des débats politiques et médiatiques, faisant l'objet d'une obsession particulièrement tenace. Accusées de ne pas respecter l'une des valeurs fondamentales de la République, nommée laïcité, les femmes voilées sont encore aujourd'hui lourdement pénalisées, à tort. Que cache alors réellement cette stigmatisation permanente ?

Aujourd'hui en France, et à chaque montée en puissance de l'extrême droite, les libertés religieuses et féminines se retrouvent confinées par une laïcité se mêlant parfois à de l'intolérance. La femme religieuse semble être une cible facile pour limiter les croyances aux valeurs républicaines. En 2024, 60% des femmes portant le voile affirment avoir subi de la discrimination, en particulier dans la recherche d'un emploi, et 37% ont été exposées à des injures à caractère diffamatoire selon la DILRAH (la Délégation Interministrielle à la Lutte contre le Racisme, l'Antisémitisme et la haine anti-LGBT).

Alors à quel point la femme française est-elle libre ? Est-ce au point de renier sa propre liberté en refusant les nouvelles valeurs et en se soumettant aux dogmes religieux ? Ou a-t-elle seulement le droit de transgresser les mœurs ? On reconnaît souvent les obligations religieuses, comme le port du voile, non comme un choix libre mais une imposition sévère. « L'augmentation du nombre de femmes qui portent le voile en France est le fait de la pression des islamistes qui pèse sur elles. C'est la pire chose que l'on peut faire à une femme en termes de liberté... elles sont les premières victimes de ces idéologies totalitaires ! ». Quoi de mieux que les douces opinions de Mme Le Pen sur les plateaux de LCI pour introduire l'un des sujets préférés de la politique française ?

La question du port du Hijab est un thème souvent réitéré sur la scène du débat médiatique. Selon les études démographiques des populations, menées par l'Institut National d'Étude Démographique, si nous partons du postulat qu'il s'agit d'une pratique étrangère à la France et issue de l'immigration, il est établi que seulement 17% des descendantes d'immigrés âgées de 18 à 60 ans se couvrent aujourd'hui la tête à des fins religieuses. Un chiffre en baisse par rapport aux générations précédentes de femmes immigrées, d'autant plus qu'il est extrait d'une part minoritaire de la population française. Dans l'ère de la tolérance et de l'affirmation des libertés fondamentales, une obsession subsiste dans la société française autour d'un tel symbole de spiritualité et témoigne en réalité d'un fantasme misogyne encore dissimulé. Malgré la part identitaire ou idéologique du problème, ce dernier s'étend au-delà d'une question de laïcité ou de simple intolérance. Car peu importe le tissu, les nuances de ses couleurs, l'origine de sa fibre ou son existence symbolique

tant qu'il incarnera la faculté fragile et convoitée du libre arbitre féminin, il sera toujours contesté.

Le port du voile : incarnation d'un joug inconscient ?

Dans l'histoire coloniale de la France, le voile occupe une place considérable qui pourrait expliquer aujourd'hui le rapport conflictuel qu'entretient une partie des Français avec son intégration dans la société.



Au temps de l'Algérie française, le voile, ou plus précisément la lutte contre son port, a pu être un moyen de frappe contre « les facultés de résistance » de la population. Les séances de dévoilement public de la femme algérienne n'avaient pas seulement pour objectif de transmettre des valeurs d'émancipation féminine aux peuples du Maghreb, mais comme dirait F. Fanon, essayiste autour des questions coloniales et post-coloniales, elles deviennent un marteau capable de briser la résistance culturelle de l'Algérie, et les libertés des femmes sur leur corps. Un objet aussi considérablement anodin qu'un foulard, ne l'est plus lorsqu'il est introduit à une société dont les valeurs sont sculptées par l'héritage prépondérant des Lumières et par la peur bleue de l'obscurantisme. Encore aujourd'hui, l'idée perdure alors en France que la religion ne saurait jamais s'accompagner de liberté, d'autant plus pour les religions qui nous sont étrangères. Comment donc une femme descendante des exploits politiques d'Olympe

de Gouges ou de Simone Veil, peut-elle oser afficher au grand public sa soumission aux lois patriarcales de la religion musulmane et refuser de se rebeller contre un système si radical ?

Pour mieux cerner la notion du voile dans son entièreté, il est nécessaire d'explorer sa signification plus abstraite. Du point de vue du croyant, le voile a une signification symbolique, il s'agit entre autres d'un moyen de se conformer aux normes

a été interrogée sur son voile.

Pour une grande partie des femmes voilées, le Hijab n'est plus un tissu servant à couvrir la tête ou le cou par pudeur, il n'est plus interprété comme une protection pour la femme du désir masculin. Il devient alors un moyen puissant pour vivre en conformité avec sa foi, pour gagner une certaine confiance et pour acquérir une certaine estime de soi : il devient un acte de rébellion face aux attentes sociales et de réaffirmation même de l'agentivité des femmes. Et Lina n'est pas la seule à le penser. Dans son ouvrage *Sociologie de la femme voilée*, Emmanuel Jovelin démantèle la réflexion derrière un tel choix. Selon ses enquêtes, le port du voile est décrit comme une décision signant l'achèvement d'un parcours spirituel et personnel, comme la concrétisation d'un engagement religieux ou comme un moyen de se rechercher.

Mais l'on ne peut s'empêcher de remarquer une chose, une idée subsiste et revient lorsque le sujet est évoqué : le voile sert aussi à se cacher, intentionnellement, de manière à se protéger d'un regard extérieur. Au cours de l'entretien est évoquée la notion « d'hypersexualisation ».

religieuses. Outre la forme qu'il peut prendre, il incarne selon les historiens, un acte de tradition dans le monde musulman, tout autant que la prière ou l'aumône, mais avant tout une décision foncièrement autonome et rationnelle, un acte libre et consenti par la femme. Effectivement, lorsqu'on s'intéresse à l'opinion des premières concernées, aux convictions profondes derrière un tel acte de dévotion, elles sont ravies de partager leur histoire. Dans un entretien mené en amont auprès d'une jeune femme voilée et de confession musulmane, elle nous dévoile ce qui anime un choix aussi intimement complexe.

« J'aime mon voile, c'est un bonheur de le porter. En réalité, la raison principale c'est pour obéir à la volonté de Dieu et par fierté envers les valeurs qu'il représente. [...] Ensuite, la chose qui m'a encouragée, c'est la soustraction à l'injonction de l'hypersexualisation de la femme dans la société, c'est comme une manière pour moi de me réapproprier mon corps. » témoigne Lina, lorsqu'elle

Malgré la dimension libre et consentie du choix lui-même, les fondements sur lesquels le voile repose emprisonnent le corps féminin au cœur des regards. En un sens, la femme a l'obligation de se couvrir pour conserver sa pureté et protéger les autres des tentations ; d'autre part, la femme a besoin de se couvrir pour se protéger elle-même d'une société lui évoquant une certaine insécurité. Alors il est nécessaire de nuancer toutes les questions portant sur la croyance, bien plus complexes et dépourvues de vérité absolue. Et même si ce choix prône les libertés, il est légitime de se questionner sur les valeurs de soumission intégrées de manière inconsciente. L'acceptation d'une telle domination par la femme, au-delà du port du voile, peut à la fois être la preuve d'un déterminisme et d'une émancipation.

En France, porter le voile est un choix délibéré

« Évidemment qu'il y a des femmes et plutôt des filles, qui sont forcées, mais c'est tellement une minorité en

France qu'on ne les voit pas. » répond Lina lorsqu'elle est questionnée sur le poids de l'influence sur sa décision.

Et c'est bel et bien une question légitime à se poser lorsque l'on est témoin des contextes socio-politiques de certains pays qui favorisent la prolifération des idéologies extrémistes et l'anéantissement des libertés de la femme. Les idées religieuses sont d'ailleurs la source des idéologies extrémistes diffusées par les Talibans, les mêmes idéologies qui mettent en avant l'impureté du corps féminin et la supériorité masculine. Le voile s'y métamorphose en un joug, preuve de la soumission des femmes à la volonté des hommes, de la légitimité de la soustraction du corps féminin dans l'espace public et de la négation des libertés. Finalement, que ce soit l'Afghane ou l'Irانيenne forcée de voiler ses cheveux, ou l'Européenne issue de l'immigration sommée de les dévoiler, les femmes ne restent-elles pas otages

des mœurs et des injonctions d'États qui imposent leur vision de la liberté ?

Il est indéniable que les situations sont incomparables, que le contexte prend une place considérablement importante. Car lorsque le voile est radicalement imposé, les femmes prennent elles-même l'initiative de le retirer, certaines s'arrachent à la vie pour refuser de vivre sous la tutelle religieuse. Dans le contexte laïque de la Ve République, la question du port forcé du voile est un sujet essentiel à aborder. Il est clair que même si elles restent minoritaires, il existe des femmes qui ressentent une coercition communautaire ou familiale concernant le port du voile. Selon de nombreux chercheurs en sciences sociales comme la documentaliste et chercheuse Agnès de Fao, elles finissent même généralement par réaffirmer leur réelle volonté sur le long terme. Mais nombreuses sont celles à agir selon la volonté de leurs parents, ou sous les regards pressants

de leur communauté et non selon leur propre vouloir et leur foi. Nombreuses sont celles qui suivent simplement les traditions ou qui agissent dans le besoin d'être « de bonnes croyantes » vis-à-vis d'autrui.

Aujourd'hui, contrairement à ce qu'a écrit en 2016 Manuel Valls dans une tribune (« En France, les femmes sont libres »), les femmes françaises sont rares à vivre sous le joug d'un ordre islamiste radical.

Que l'on cherche à critiquer les fondements de la religion est une chose bien justifiable, mais il n'est en aucun cas le rôle de la société ou des institutions politiques de revendiquer une liberté à retirer le voile qui existe déjà et qui reste un choix purement individuel. En réalité, le fait même de penser que la femme musulmane en France est aujourd'hui contrainte à porter le voile, dans un cadre législatif laïque et garantissant les libertés d'exercice des religions, revient à la réduire à un être incapable

de prendre des décisions réfléchies et en cohérence avec ses convictions religieuses. Estimer qu'il ne peut y avoir de bonnes raisons pour justifier ce choix revient finalement à confiner les opinions. Et cette nouvelle obsession perverse envers les libertés féminines pourrait au contraire incarner une incapacité encore ancrée dans nos sociétés de faire entièrement confiance au libre arbitre féminin.

« *Bien sûr qu'on a peur du regard des gens, mais ce n'est rien face au bonheur de le porter. Malgré les risques, si on ne l'enlève pas c'est pour une raison* » reprend Lina lors de l'entretien.

Alors oui M. Valls, en France, les femmes sont libres, et c'est bien selon ce principe républicain qu'elles opèrent lorsqu'elles choisissent d'adhérer aux dogmes religieux, au nom de leur conviction ou de leur foi. Pour être une femme voilée, il faut avant tout être une femme féministe ; ironique, non ?

L'HOMME POSTMODERNE ET SON OBSESSION POUR LA VITESSE

Galliane LANGSWEIRT

Pour la vitesse, l'Homme postmoderne a développé une obsession telle qu'il en perd aujourd'hui la notion du futur. Pire encore, il perd de vue la notion d'idéal, noyée dans des logiques de production et de surconsommation incessantes. Et cela, au profit d'une aliénation terrible.

Nous vivons dans un monde où l'urgence a remplacé le dieu, et où l'éternité se compte en nombre d'expériences. Un monde qui, dit-on, « s'accélère », un monde qui ne s'éteint plus, où les trains roulent nuits et jours et dans lequel chaque nouvelle invention transporte l'être humain de plus en plus loin, de plus en plus vite, partout et nulle part à la fois. Un monde postmoderne, où tout doit se faire *fast* (rapidement), en amour comme en amitié et en pause déjeuner. Comment, alors, cette obsession pour la vitesse peut-elle rendre impossible la vision d'un futur idyllique ?

Le progrès à l'origine de ce sentiment d'accélération

Bernard Stiegler, philosophe et directeur de l'Institut de recherche et d'innovation du centre Pompidou, a cherché à comprendre cette accélération au cœur du cycle infernal de la consommation, produit de la nouvelle révolution industrielle¹.

Quand Phileas Fogg faisait le tour du monde en 80 jours, c'était un record, l'un de ces événements qui traversaient la presse à sensation, l'un de ces exploits que l'on n'osait à peine imaginer. Aujourd'hui, en 80 jours, le tour du monde peut s'effectuer plus de 40 fois².

Et tout cela grâce au progrès technique, grâce à une succession de « chocs technologiques³ » dont la ligne temporelle dépasse celle

de notre société. Ces chocs, en plus d'être sources d'évolutions impressionnantes, sont surtout de plus en plus rapprochés.

Même pas le temps de profiter de l'iPhone 16 que déjà le 17 sera commercialisé pour capturer des images plus belles encore, pour prendre davantage de notes et pour stocker le double d'informations.

L'Homme, en s'habituant à ce système de consommation permis par le progrès technique, est aujourd'hui assoiffé de nouveauté. Cette volonté, vouloir davantage en faisant moins, est issue d'une logique de marché et de croissance que nous avons intégrée dans notre propre vie, sociale ou amicale⁴. Elle est au cœur de notre histoire personnelle et de chaque jour qui la compose.

Nous avons multiplié les changements et les nouveautés, remplissant le temps tout juste gagné de nouvelles choses, l'amincissant ainsi, et, avec lui, la sensation de calme et de ralentissement. Quand, d'une année sur l'autre, le temps de trajet pour aller au travail diminue, nous avons tendance à nous engager dans une nouvelle activité supplémentaire plutôt que de saisir ce temps gagné comme une opportunité de se reposer.

Sans vraiment l'admettre, nous sommes désormais obsédés par la rapidité d'une activité constante, et donc par la rentabilité du temps. Nous sommes devenus incapables

de prendre une pause. De dire stop. Non à la vitesse. Non à l'accélération. Non à la surconsommation.

Une vie morcelée, en perte de sens

Pour Françoise Dastur, enseignante en lettres modernes, écrivaine et journaliste depuis vingt ans, l'Homme vit donc en superposant de multiples présents.

Il vit en morcellement : tout à la fois, tout partout, dans un temps discontinu, dans un espace démesuré⁵. Tourbillon existentiel, la vitesse est perçue comme la densification de la vie. Les technologies nous permettent aujourd'hui, par écrans interposés, d'être à la fois en Floride, sous l'ouragan Milton, et caché dans un bâtiment abandonné de Kiev, sous les bombes russes.

Tout, partout, mais tout, un peu seulement. Tout en petit bout, tout vite et *hop*, on passe à autre chose.

Cette vie éclatée en morceaux ne permet pas la cohésion du passé, du présent et du futur empêchant par là même de penser collectivement l'avenir.

La vision compromise d'un futur idyllique

Dans *Le grand accélérateur*, le philosophe Paul Virilio⁶ fait justement état d'un sentiment postmoderne d'absence de futur idéal et d'une

confusion dans notre ligne d'horizon. Pour lui, ce trop-plein de mouvements et de changements sociaux réduit la vision que nous avons de notre temps futur et suscite des hésitations constantes.

En effet, comment penser sur le long terme quand on s'imagine déjà rencontrer un nouveau partenaire de vie ? Comment s'engager dans un projet professionnel quand on sait que

(1) *Philomag*. « Pourquoi on pédale dans le vite ? » *Philosophie magazine*. P45, 19 juillet 2012.

(2) *Act.fr* « Seine-et-Marne : en 1995, il effectuait un tour du monde record à bord du Concorde ! », 28 janvier 2023.

(3) Klein, Naomi. *Dire non ne suffit plus : contre la stratégie du choc de Trump*. Arles : Actes sud. 2017.

(4) « La croissance telle qu'elle vient d'être analysée dans ses mécanismes profonds et dans ses manifestations apparentes n'est, en définitive, qu'une expression du développement historique des forces productives tel qu'il se trouve engendré et façonné par le capital, c'est-à-dire par les rapports sociaux qui constituent la structure du mode de production capitaliste, et qui, de ce fait, modèlent toute la société. Cela explique le caractère dynamique de l'économie capitaliste tout entière centrée sur l'accumulation du capital ; mais cela explique également — de par le jeu de la même rationalité — les effets sociaux de ce mode de développement. C'est pourquoi il n'est pas possible, comme cela est si souvent fait, d'isoler l'économie de ses « conséquences » sociales(...) » Rosier, Bernard. « 8 - L'alternative : rompre avec la logique du capital — une utopie concrète — ». *Économie en liberté* 2 (1984) : 314-36.

(5) *Philomag*. « Pourquoi on pédale dans le vite ? » *Philosophie magazine*. p46, p47 19 juillet 2012

(6) Virilio, Paul. *Le grand accélérateur*. Paris : Galilée. 2010.

Corrèges, Déborah. « La tyrannie de la vitesse », *Sciences humaines* (Auxerre, France). 2012, vol.239 no 7. p. 44.

deux salariés sur trois envisagent de changer quatre fois de métier au cours de leur carrière⁷ ? Au sein de la sphère publique comme privée, la rapidité et la multiplicité des changements nous empêchent de nous investir pour un futur qui nous paraît trop incertain.

Cette perte de futur idyllique s'accompagne aussi d'un changement d'historicité, le futur a perdu la force lumineuse qu'il avait au XIXe comme au XXe siècle. Nos sociétés valorisent le *présentisme*⁸ et ont arrêté de chercher dans des métarécits⁹ une explication pour leur réalité. Cette disparition a provoqué un repli sur soi, sur ses histoires personnelles et son individualité.

L'Homme cherche tout de même une transcendance.

Pour le philosophe Hartmut Rosa¹⁰, l'Homme cherche dans l'instant, un « *succédané de l'éternité* ». L'accélération du temps a pour lui une cause existentielle ; l'homme est en quête d'intensité, une intensité équivalente à la promesse religieuse de la vie éternelle, une intensité grisante jusqu'à l'aliénation.

Vivre au présent, tous.tes sur le même rythme effréné

L'Homme choisit de profiter maintenant plutôt que d'attendre demain, de profiter en vitesse pour ressentir cette éternité dans l'instant, sans penser à jamais.

Cercle infini de la création et du changement, cercle infini, obsédant, de la vitesse en accélération.

Une accélération qui est devenue doctrine de vie, norme aliénante qui fait de ceux qui prennent leur temps des porteurs de stigma. Dans son ouvrage *Les Hommes Lents*, Laurent Vidal¹¹ fait justement le portrait de ces hommes qui ont décidé de résister à la vitesse postmoderne. Des hommes jugés pour leur lenteur devenue vice. Et c'est dans ces situations même que la vitesse devient aliénante : elle condamne à imiter l'obsession des autres par peur, car si on ralentit, c'est le loup qui court qui nous engloutira. Comme le dit si justement Albert Cartier : « *Dans le monde d'aujourd'hui, ce n'est*

pas le gros qui mange le petit. C'est le plus rapide qui dévore le lent. »

(7) Blog *VISIPLUS academy*. « À quelle fréquence les actifs changent-ils d'emploi à l'ère du digital et pourquoi ? - VISIPLUS academy », 19 juillet 2019.

(8) Hartog, François. *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*. Édition augmentée. Paris : Éditions Points, 2015.

(9) Lyotard, Jean-François. *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*. Paris : Éditions de Minuit, 1979.

(10) Rosa, Hartmut. *Aliénation et accélération : vers une théorie critique de la modernité tardive*. Paris : La Découverte, 2014.

Philomag. « Pourquoi on pédale dans le vite ? » *Philosophie magazine*, 19 juillet 2012.

(11) Vidal, Laurent. *Les hommes lents : résister à la modernité : XVe-XXe siècle*. Paris : Flammarion, 2020.

POLITIQUE

L'ESPRIT DE L'ANTITERRORISME

Mattéo DRAME

« Pas besoins d'intellectuels à droite, ils ont la BRAV-M » a dit Aurélien Bellanger¹, dénonçant ainsi l'utilisation massive et arbitraire des violences policières sur les manifestants, et la criminalisation de ces derniers, afin de justifier une politique néolibérale qui met en place de plus en plus de mesures sécuritaires.



Les convocations de Rima Hassan et de Mathilde Panot pour apologie du terrorisme ne sont pas de simples incidents isolés, mais le symptôme d'une dérive alarmante. Sous couvert de défendre l'État de droit, l'État néolibéral instrumentalise les lois antiterroristes pour criminaliser la dissidence politique. Ce détournement sécuritaire vise à étouffer la contestation sociale, à restreindre les espaces de liberté publique et à museler l'engagement politique, instaurant ainsi un état d'exception permanent qui menace les fondements mêmes de notre démocratie.

L'État néolibéral, loin de s'effacer, se réinvente : il réduit son intervention directe dans l'économie et le social tout en renforçant un cadre normatif favorable au capitalisme. Comme le souligne Jean Carbonnier², ce retrait de l'État ne signifie pas absence de normes, mais un transfert de pouvoir vers des entités décentralisées – entreprises, marchés, acteurs privés – qui imposent leurs propres règles et logiques (management, marketing, *soft law*).

Ce transfert révèle un paradoxe : l'État néolibéral, bien qu'il délègue son autorité économique aux acteurs privés, conserve une structure juridique et

répressive pour défendre les intérêts du capital. Tout en limitant son intervention économique, il renforce la surveillance et le contrôle social, laissant le marché dominer. Ainsi, l'État se reconfigure pour favoriser le capitalisme, neutralisant les résistances sociales par des normes micro-juridiques et concentrant son autorité sur la gestion répressive des individus.

L'idée que l'État utilise la lutte contre le terrorisme pour criminaliser l'action politique n'est pas un phénomène récent. Elle s'inscrit dans une longue tradition où tout élan contestataire, surtout lorsqu'il menace l'ordre établi, est rapidement amalgamé à des actes de « terreur ». Pour mieux comprendre cette réalité, revenons sur quelques épisodes historiques révélateurs.

Des lois scélérates à la première Internationale policière : la genèse de la répression politique moderne

En France, à la fin du XIXe siècle, l'assassinat de Sadi Carnot par l'anarchiste Sante Caserio

déclenche une vague de panique nationale. L'État réagit en promulguant des « lois scélérates », visant spécifiquement les anarchistes. L'utilisation des premières fiches anthropométriques contre des figures comme Ravachol marque le début d'une innovation répressive. En 1898, la Conférence internationale pour la défense sociale contre les anarchistes, que l'on pourrait ironiquement qualifier de « Congrès de Vienne bis », réunit plusieurs États européens pour poser les bases de l'Internationale policière, ancêtre d'Interpol.

Même sous le Front Populaire, Léon Blum montre une ambivalence face aux anarchistes, préférant la sécurité de l'État au potentiel chaos des idées subversives. Cette dynamique de répression s'est maintenue et exacerbée avec la montée du néolibéralisme. Ce qui distingue la lutte actuelle contre le terrorisme, c'est sa technocratisation et sa privatisation. Avec une technocratisation des outils répressifs : les systèmes de surveillance sophistiqués (drones, reconnaissance faciale) tracent les militants en temps réel, des Gilets jaunes aux écologistes. On constate également une privatisation du contrôle : l'État délègue ses pouvoirs à des entreprises privées, transformant le contrôle social en un marché pour la sécurité. Enfin, on assiste également à une criminalisation généralisée de l'action politique : l'obsession néolibérale élargit la cible de la répression à toute forme de contestation, neutralisant des revendications sociales légitimes. Didier Fassin³ rappelle qu'au tournant des XIXe et XXe siècles, le terme « terroriste » désignait d'abord des États avant de s'appliquer aux méthodes de groupes insurgés.

De l'État de droit à l'État d'exception : l'érosion des libertés publiques sous couvert de sécurité

Dans *Du libéralisme autoritaire*, Grégoire Chamayou évoque la vision de Carl Schmitt qui, face aux grands industriels, justifiait l'activation de l'état d'urgence pour imposer des mesures économiques sous prétexte d'une situation d'urgence. La lutte antiterroriste néolibérale est devenue une excuse permanente pour discipliner la population et protéger les intérêts du marché.

(1) « Bourgeoisie culturelle, islamophobie et chute du PS : Aurélien Bellanger est dans le ZAWA SHOW », chaîne Youtube de Dany et Raz, 29 septembre 2024.

(2) Jean Carbonnier (1908-2003) était un juriste et sociologue français, pionnier de la sociologie juridique, connu pour sa vision humaniste et évolutive du droit civil.

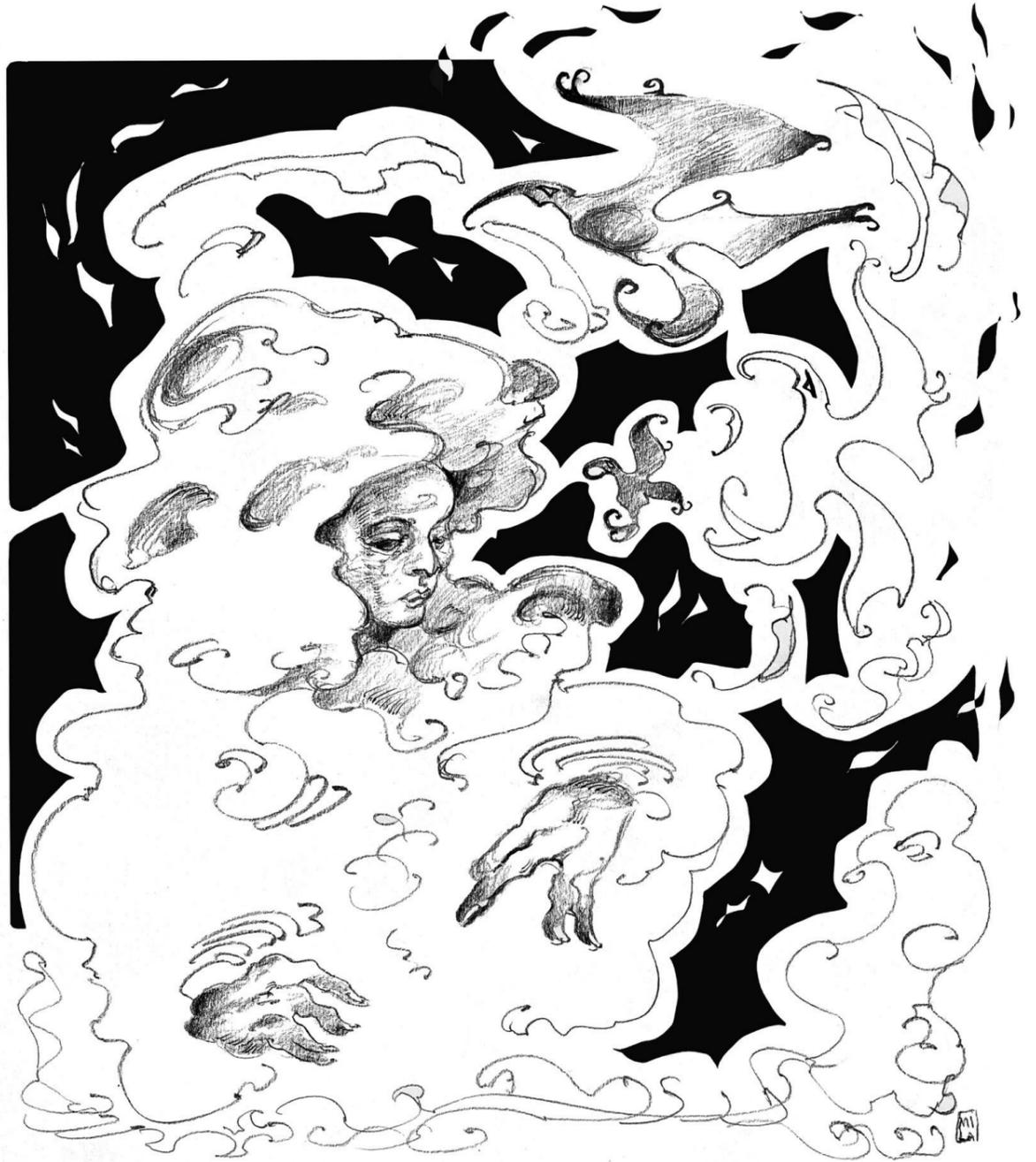
(3) Fassin, Didier, « La faculté de punir », *Cours au Collège de France*, 2024.

La définition du « terrorisme » en droit est marquée par une ambiguïté volontaire⁴, permettant une application large et floue. Sous prétexte de lutte antiterroriste, les États néolibéraux ont déployé un arsenal législatif visant à restreindre les libertés publiques, souvent au détriment des principes démocratiques et en criminalisant toute action politique qui pourrait menacer l'ordre économique néolibéral. Sous le gouvernement de Bernard Cazeneuve, cette logique a franchi une étape décisive. Bien que l'état d'urgence ait été décrété après les attentats de 2015, c'est pendant son mandat de Premier ministre qu'il a été prolongé jusqu'en 2017 et intégré dans le droit commun, notamment à travers la loi de sécurité intérieure et de lutte contre le terrorisme (SILT). La transition d'une mesure temporaire à une normalisation de l'exception a profondément modifié le cadre légal, étendant les pouvoirs de la police au détriment des libertés civiles. La répression des mouvements sociaux, comme les manifestations contre la loi travail en 2016, illustre la violence de cette approche : des milliers d'interpellations, des violences policières documentées, et la réduction des espaces de contestation démocratique.

L'État d'exception, autrefois perçu comme un remède temporaire aux crises, est devenu la norme dans notre paysage juridique, comme un vieux pull que l'on ne sait plus retirer. Raphaël Kempf, dans son ouvrage *Violences Judiciaires : la justice et la répression de l'action politique*, illustre cette évolution avec brio. Dans son interview sur *Blast*, il souligne comment des lois initialement conçues pour des circonstances exceptionnelles trouvent une application quotidienne, impactant des mouvements tels que celui des Gilets jaunes. Ces derniers, en effet, sont devenus des cobayes d'une répression socialement militarisée, où chaque manifestation se voit entourée d'une aura de suspicion et de répression⁵.

Prenons l'exemple de la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, qui a, dans une démarche pour le moins audacieuse, demandé aux procureurs d'autoriser les forces de police à contrôler les citoyens sans raison valable, en se basant sur une loi antiterroriste datant de 2001. Cette manœuvre, qui frôle le choc des titans entre la légalité et l'arbitraire, illustre un choix politique fort : celui de la surveillance généralisée. En temps normal, la police n'a pas le droit d'interpeller sans motif légitime, sauf en cas d'infraction flagrante. Or, à présent, il semble que l'exception devienne la règle. Par exemple, les détentions arbitraires des Gilets jaunes révèlent une dérive inquiétante : la participation à des manifestations spontanées, légale en droit, est désormais un prétexte pour des interpellations arbitraires, violant ainsi les droits fondamentaux. Dans ce contexte, les procureurs, complices malgré eux, se trouvent engagés dans une illégalité assumée. Et tandis que Laurent Nunez, préfet de police, minimise cette situation en affirmant, d'une légèreté déconcertante, qu'aucune interpellation arbitraire n'a eu lieu, la réalité est toute autre. La garde à vue est ainsi devenue un outil banalisé de gestion des illégalismes, utilisé avec désinvolture et portant atteinte aux principes fondamentaux de la liberté. Des pratiques comme l'interpellation préventive et la comparution immédiate (mesures d'exceptions à l'origine), rappelant des méthodes des années 1970, sont désormais des instruments de répression rapide, souvent sans contrôle judiciaire, créant un climat de peur et d'impunité. Rémy Heitz a même ordonné de maintenir les personnes interpellées lors des manifestations en garde à vue du samedi au dimanche matin, afin de les empêcher de rejoindre « les rangs des fauteurs de trouble ». Cette assertion rappelle les contes d'Alice au pays des merveilles, où la réalité est réinventée selon le bon plaisir de ceux qui détiennent le pouvoir⁶.

Les mesures de surveillance instaurées après l'état d'urgence de 2015, comme les écoutes, les perquisitions administratives et les dispositifs de surveillance de masse, illustrent une dynamique inquiétante : la CNIL avertit de la prolifération de ces outils numériques ciblant les militants, soumettant ainsi la société à un contrôle rigide qui dépasse largement la prévention des menaces et instaure un climat de peur et de conformité⁷.



L'anthropologie politique de l'ennemi : des anarchistes aux écologistes

L'État moderne, en quête de cohésion, adopte une logique inspirée de Carl Schmitt : il ne suffit plus d'avoir un adversaire politique, il faut un ennemi. Cette dynamique se manifeste par la dissolution de mouvements comme les Soulèvements de la Terre et la stigmatisation de militants écologistes, anarchistes ou syndicaux, désormais qualifiés d'« ennemis internes ». Là où l'adversaire conserve un droit à l'opposition, l'ennemi est perçu comme une menace pour la République, justifiant une répression active et sans concession. La lutte contre le terrorisme sert de prétexte pour justifier des atteintes aux libertés publiques et renforcer des discours islamophobes, stigmatisant particulièrement les musulmans comme suspects par défaut ; après chaque attentat, la répression s'accroît, comme l'ont montré les actions contre des associations musulmanes après la mort de Samuel Paty. Quant au Printemps Républicain, toujours « mesuré », il ne manque jamais de rappeler à quel point le séparatisme des musulmans justifie, selon lui, une République de plus en plus répressive. Belle vision des valeurs républicaines, non ? Ces actions ne se contentent pas de viser des individus ; elles participent à un climat de méfiance généralisée et à la banalisation de la discrimination⁸. Ces accusations visent à réduire au silence les voix dissidentes, instaurant un climat de peur qui décourage l'engagement civique et s'inscrit dans une tendance où, sous prétexte de sécurité nationale, l'État restreint la liberté d'expression pour contenir les discours critiques envers l'ordre établi⁹. La répression des Gilets jaunes, avec ses perquisitions administratives et gardes à vue massives, illustre la criminalisation des mouvements sociaux, visant à décourager toute opposition politique. Vanessa Codaccioni souligne le recours systématique à la violence légitime briser les mouvements populaires, établissant un précédent inquiétant : toute contestation est désormais dissuadée par la menace d'une répression sévère.

L'antiterrorisme néolibéral, une machine à broyer la démocratie

Finalement, en intégrant l'état d'urgence au droit commun, le pouvoir étouffe les résistances et rend l'engagement politique toujours plus risqué dans une société qui se veut ingouvernable. Dans une perspective marxiste-anarchiste, il est crucial de comprendre que la police, loin d'être une simple force de maintien de l'ordre, fonctionne comme une milice de l'État, protégeant les intérêts des plus riches sous couvert de sécurité publique. Les déclarations de Gérard Darmanin, ancien ministre de l'Intérieur, et de Bruno Retailleau, son successeur, qui insistent sur un triptyque de « ordre, ordre, ordre », illustrent cette dérive. L'État de droit, par conséquent, devient un concept malmené, réutilisé pour justifier des mesures toujours plus répressives. Plus que malmené, il s'agit désormais de « déplacer le curseur de l'État de droit », qui n'est « ni intangible ni sacré¹⁰ ».

C'est également dans le cadre d'un renforcement sécuritaire que s'accroît la répression des mobilisations visant à dénoncer le génocide en Palestine. La question se pose alors : la démocratie est-elle sacrifiée sur l'autel de l'ordre et de la sécurité, tout cela dans l'intérêt des plus puissants ? La vigilance est de mise, car l'avenir de la démocratie en France pourrait bien se jouer dans la lutte contre cette dérive autoritaire. Réveillons-nous !

(4) cf. Art 421-1 du Code pénal.

(5) Kempf, Raphaël, *Violences judiciaires : la justice et la répression de l'action politique*, Paris, La Découverte, 2022.

(6) Laurent Nunez, « Déclaration dans le Live Toussaint sur l'absence d'interpellations arbitraires », Interview *BFMTV*, 21 mars 2023.

(7) Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), rapports sur la surveillance numérique, 2023.

(8) Rapports sur la répression des Associations Musulmanes en France, 2020-2021.

(9) « Outrage et apologie du terrorisme : des socialistes aux macronistes, l'assaut contre la liberté d'expression », *Blast*, 2024.

(10) « Les propos de Bruno Retailleau sur l'Etat de droit et l'immigration suscitent la réprobation des macronistes » *Le Monde*, 30 septembre 2024.

LES ORIGINES DU DESPOTISME DÉMOCRATIQUE

Estelle JOUAN

Depuis l'élection de Macron en 2017 jusqu'à la dissolution décidée en juin dernier, sa politique « jupitérienne » et son obsession du pouvoir n'ont eu de cesse d'être dénoncés. Pourtant, le président n'est jamais sorti du cadre de la Ve République et de sa Constitution...

« Le pouvoir est le pivot sur lequel tout repose. Celui qui a le pouvoir a toujours raison ; le plus faible a toujours tort¹ ». C'est en ces termes que Nicolas Machiavel suggère une approche assez extrémiste du pouvoir. L'humaniste italien met en lumière une hiérarchie des pouvoirs, dans laquelle s'exerce un rapport de force entre le gouverneur et le peuple. Initialement, le gouverneur est élu par suffrage universel, c'est-à-dire que son pouvoir repose sur un effet de confiance du peuple. Selon l'article 5 de la Constitution, le président de la République est le « garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités ». Pourtant, la suprématie du président – par les pouvoirs qui lui sont conférés – est omniprésente depuis l'avènement de la Ve République. Abus de pouvoir, négligence du peuple, despotisme démocratique... c'est ce qui distingue la Ve République des autres, où « seul le président gouverne et décide ». Mise en place en 1958 pour mettre fin à la crise parlementaire, la Ve République est marquée par un exécutif fort, dans lequel le président se porte garant d'une stabilité gouvernementale et s'assure de la bienséance d'une justice constitutionnelle. Ainsi, pourrait-on définir la Ve République comme une démocratie monarchique ?

Emmanuel Macron, détenteur de la *libido dominandi* ?

Élu en 2022 – non par conviction mais par contrainte – Emmanuel Macron s'engage dans un second mandat. Il le sait, « votre vote m'oblige³ » ; il n'est pas élu pour son programme, mais pour empêcher l'extrême droite d'atteindre le pouvoir. En 2017 il assurait une « nouvelle méthode démocratique », et promouvait une étude aux grandes causes sociales telle que l'égalité femmes-hommes, ou encore les enjeux climatiques. Huit ans plus tard, ces promesses n'ont finalement pas été tenues, et le pays est fracturé, révolté.

À l'issue des élections européennes 2024, le RN atteint un record historique avec plus de 30% des suffrages exprimés en sa faveur, loin devant la majorité présidentielle. Face à un résultat aussi significatif, Emmanuel Macron décide – après la demande de Jordan Bardella⁴ – de dissoudre l'Assemblée nationale et de réorganiser des élections législatives, estimant que « la France a besoin d'une majorité claire dans la sérénité et la concorde⁵ ». Bien que les résultats soient assez proches, le Nouveau Front Populaire gagne ce scrutin avec 178 sièges qui lui sont accordés au sein de l'hémicycle, devant la majorité présidentielle⁶. Le président avait cédé la voix au peuple ; la gauche était en tête. Alors que le camp vainqueur de ces élections propose une Première ministre, Macron dédaigne toute proposition de coalition avec la gauche et exerce un droit de veto symbolique sur ces élections.

Entremêlé entre l'approbation de la droite et la censure de la gauche, le choix de Michel Barnier en tant

que premier ministre illustre son non-respect de la souveraineté populaire, et le refus catégorique d'accepter le choix des urnes. Illégitime au statut de premier ministre, Michel Barnier est, aux yeux de Macron, un coordinateur capable de maintenir la *macronie* au gouvernement. Renforcement de la sécurité, mesures rigoureuses sur l'immigration... Ces mesures sous-entendent intimement une coalition gouvernementale avec l'extrême droite.

Même si le RN et le parti Renaissance n'étaient pas le premier choix du peuple français, ce sont tous deux qui dominent dans la constitution du nouveau gouvernement. Tout en niant qu'il

nationale entre les mains du Président de la République, caractéristique du système politique français. François Mitterrand a été l'un des premiers présidents à adhérer à cette hyperprésidentialisation. Ayant été au pouvoir de 1981 à 1995, il s'est montré le plus monarque de tous les dirigeants français, et certains le considèrent encore aujourd'hui comme l'un des derniers hommes d'État français. En tant que gouverneur solitaire, Mitterrand a pris des décisions majeures, sans la consultation des ministres ou du parlement. De la gestion des relations avec l'URSS au soutien au traité de Maastricht, l'hyperprésident a administré ces

un monarque nu. Du rêve jupitérien au confinement absolu, Emmanuel creuse un écart considérable entre son monde de « président banquier¹² » et celui du peuple, comme il le démontre lors de son discours dans le cadre de l'inauguration du campus de start-up de Station F : « Une gare, c'est un lieu où on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien ». Cette maladresse – à laquelle il ne s'est jamais excusé – met en lumière une vérité cachée, révélatrice de la pensée *macroniste*.

Quelles solutions pour canaliser l'autorité présidentielle ?

Dans son essai *De la démocratie en Amérique*, Alexis Tocqueville met en lumière les dérives du despotisme démocratique, révélant que « quand le peuple se désintéresse de la politique, la dictature n'est pas loin ». Apparenté à une impuissance face à la tyrannie du pouvoir, le peuple demeure haletant, découragé et progressivement indifférent à la politique. Acceptation ou résilience ? Le despotisme démocratique trouve sa source à travers le désengagement des citoyens dans la gestion des libertés politiques, où ces derniers préfèrent les remettre sous l'autorité des dirigeants politiques.

Face à la dépossession des pouvoirs du peuple, la Ve République dérive vers une monarchie présidentielle¹³. Projet de loi envisagé depuis 2021, la révision de la constitution aspirerait à une amélioration des enjeux sur l'environnement, sur la participation citoyenne, sur les collectivités territoriales et sur la justice¹⁴. Un passage à la VI^e République serait-il envisageable ? Proposé par Jean-Luc Mélenchon, ce basculement permettrait de regagner une souveraineté, dans laquelle toute modification ou l'adoption de traités serait soumise à un référendum.

Ainsi, l'intention est de reconquérir les droits légitimes dont bénéficient les citoyens, mais aussi de porter sa voix afin d'attirer l'attention des grandes instances dirigeantes. Si l'avenir de la démocratie demeure incertain, il ne fait aucun doute que la voix du peuple s'obstine à être bafouée.



s'agit d'une cohabitation, Macron se place en position de souverain absolu, détenant un pouvoir suprême et illimité. Déloyal auprès du peuple, il prétend que « le peuple aujourd'hui s'exprime par le suffrage qu'il faut toujours prendre en compte, parce que c'est le fait premier en toute démocratie⁷ », mais sous ce visage bienveillant se cache un président usant de sa légitimité politique pour exercer un pouvoir autoritaire et censurer la voix du peuple.

Hyper Président ou dirigeant Jupitérien ?

Idéologie phare de la Ve République, l'hyperprésidentialisation est définie, selon Jean-Louis Andreani⁸, comme une « une redistribution des rôles entre le Premier ministre et le chef de l'État, au profit du second ». En d'autres termes, il s'agit d'une concentration excessive des pouvoirs exécutifs et de la représentation

politiques, à l'écart des autres instances gouvernementales.

Cette omniprésence du chef d'État a été réitérée avec Nicolas Sarkozy, dont le taux de popularité s'élevait à 65% au début de son mandat. Au cœur des instances de communication, il a multiplié les discours et événements, sans s'écarter du champ médiatique, de telle manière que des manifestations « *No Sarkozy Day* » ont été organisées pour neutraliser son « hyper présence ».

Peut-on en dire autant de la gouvernance d'Emmanuel Macron ? À l'écart des médias, substitué par l'un de ses automates politiques, Emmanuel Macron, présenté comme un président « jupitérien¹⁰ », atteint le record d'impopularité avec 75 % de Français mécontents, selon Odoxa¹¹. Lors de ses premiers pas dans la présidence, il entendait vouloir incarner un nouveau monde, en instaurant une saine distance avec les médias. Aujourd'hui, c'est

(1) Nicolas Machiavel, *Le Prince*, 1532.

(2) La *libido dominandi* est un concept inventé par Pascal dans *Les Pensées*, et désigne selon *Radio France* une « tentation du pouvoir, volonté de puissance ».

(3) « Votre vote m'oblige : un an après, un pays fracturé », *L'Humanité*, 24 avril 2023.

(4) « Un désaveu cinglant : Bardella demande à Macron de dissoudre l'assemblée nationale », *BFMTV*, 9 juin 2024.

(5) *Adresse aux Français*, Emmanuel Macron, 9 juin 2024.

(6) « Tour de force : Résultat des législatives 2024 : le Nouveau Front populaire en tête sans majorité absolue, le RN troisième derrière les macronistes », *Libération*, 7 juillet 2024.

(7) « Emmanuel Macron estime qu'il faut « toujours prendre en compte » le suffrage des français », *BFMTV*, 12 septembre 2024.

(8) Journaliste français qui a travaillé au sein du journal *Le Monde* de 1979 à 2008.

(9) « Des manifestations « *No Sarkozy Day* » ont été organisées samedi à Paris et dans plusieurs villes en province », *France Info*, 27 mars 2010.

(10) Article, « Pourquoi Macron tient-il tant à être un président « jupitérien » ? », *France Info*, 30 mai 2017.

(11) « Sondage : record d'impopularité pour Emmanuel Macron avec 75 % de Français mécontents, selon Odoxa », *Public Sénat*, 24 septembre 2024.

(12) Aurélien Bellanger, *Les Derniers Jours du Parti socialiste*, Seuil, 2024.

(13) « Monarchie présidentielle : Il serait temps d'en finir avec cette caricature de démocratie », *Marianne*, 3 août 2023.

(14) « Projet de loi constitutionnelle pour un renouveau de la vie démocratique », *Vie Publique*, 20 avril 2021.

DU VOTE AU CULTE DE LA PERSONNALITÉ

Guélan ZAOUR

COMMENT NEUF ANNÉES DE TRUMPISME ONT TRANSFORMÉ L'ÉLECTORAT RÉPUBLICAIN

Le 5 novembre 2024, Donald Trump a été élu 47e président des États-Unis pour un second mandat qui nous inquiète toutes et tous. Virée ici dans le culte de la personnalité qui est voué à ce terrible personnage, et qui pourrait expliquer sa victoire menaçante pour les droits des femmes et des minorités raciales et sexuelles de la première puissance mondiale.



Étudier la notion de culte de la personnalité en 2024 me renvoie à mes cours d'Histoire de collège et de lycée sur la montée des totalitarismes dans l'entre-deux-guerres. J'ai commencé mon doctorat cet été et ai été frappé par les sujets abordés dans mon séminaire de politique américaine : polarisation idéologique, culte de la personnalité, érosion démocratique... Ces problématiques qui me semblaient appartenir à un autre temps font désormais partie des questions majeures auxquelles les chercheurs en politique américaine s'intéressent depuis une trentaine d'années. Alimentée par les enjeux mis sur le devant de la scène politique par le mouvement des droits civiques et l'arrêt *Roe v. Wade* par lequel la Cour Suprême a jugé que la Constitution américaine protégeait le droit à l'avortement, la polarisation idéologique du congrès n'a fait que croître depuis le milieu des années 1970. Cette division des élites politiques a induit une polarisation affective de la population américaine, c'est-à-dire à une hostilité croissante entre les membres de chaque parti. Cette hostilité crée de la haine autant qu'elle crée de la peur. Chaque élection est vue comme un risque existentiel. Se cherchant un protecteur, les électeurs républicains se sont plongés dans les bras de Donald Trump, qui s'est présenté comme le dernier rempart entre une Amérique honnête et travailleuse et une élite politique corrompue et mal intentionnée.

Une polarisation grandissante

Depuis les années 1970, le Congrès est toujours plus polarisé. Alors que dans les années 1950 l'Association Américaine de Science Politique (APSA) souhaitait que les partis soient plus responsables¹ (plus facilement identifiables, plus distincts idéologiquement), ils se sont trop éloignés l'un de l'autre, si bien que Démocrates et Républicains partagent désormais bien peu d'idées et de valeurs^{2 3}. Puisque les positions de chaque parti sont de plus en plus claires, chaque groupe social vote de plus en plus uniformément, ce qui renforce l'hostilité (polarisation affective) personnelle que se vouent Démocrates et Républicains⁴. Cette polarisation affective s'intensifie avec le chahut des années 1960. Bouleversées par les droits civiques, elles ont vu le parti démocrate embrasser le mouvement tandis que le parti républicain (GOP), pourtant initialement favorable au Civil Rights Act et au Voting Rights Act, est progressivement devenu le refuge des Démocrates blancs du Sud des États-Unis⁵. En 1968, Richard Nixon a tenté de poursuivre une mission séduction du parti républicain dans le Sud en mettant en place la tristement célèbre Southern Strategy. Il fit campagne sur des thèmes chers aux blancs sudistes, tels que droit des États (States' rights) ou « la loi et l'ordre » (Law and Order). Outre les questions raciales, l'avortement s'est également invité sur la scène politique américaine avec l'arrêt *Roe v. Wade*

(1973) et la constitutionnalisation de l'avortement. Cet arrêt a déchiré l'électorat catholique, jusqu'ici fidèlement démocrate⁶. Démocrates et Républicains ont commencé à se voir comme des ennemis plutôt que comme des adversaires politiques.

Trump, conséquence d'une scène politique conflictuelle

La polarisation affective induit des peurs irrationnelles nourries par de fausses idées que l'on se fait sur nos adversaires. Beaucoup de Républicains surestiment largement la proportion de Noirs, de syndicalistes, d'homosexuels et d'athées qui composent le parti démocrate, car ce sont des groupes dont ils se méfient. Les Démocrates, eux, surestiment la proportion de personnes âgées et de riches qui composent le parti républicain⁷. Ce phénomène conduit particulièrement les Républicains à se montrer très hostiles envers les Démocrates et à les trouver malhonnêtes, immoraux et fainéants⁸. Si les Démocrates se montrent aussi hostiles envers les Républicains, ils le font dans une moindre proportion. Les Républicains se sentent menacés électoralement par des groupes qu'ils identifient comme massivement Démocrates, comme les immigrés clandestins, qui n'ont pourtant bien évidemment pas le droit de vote⁹. Ils ne voient pas seulement les immigrés comme des agitateurs voulant déstabiliser la démocratie américaine : ils sèment le doute sur leur humanité. L'exemple le plus récent est le scandale de Springfield, lorsque les influenceurs républicains et Donald Trump lui-même ont accusé la communauté haïtienne de cette ville de l'Ohio de tuer et de manger les animaux de compagnie des Américains. Cette accusation mensongère a mis une cible sur le dos des migrants haïtiens tout en plongeant une partie de l'Amérique blanche dans une peur toujours plus grande de l'étranger¹⁰.

Cette peur de l'étranger n'est pas une simple conséquence du trumpisme, elle était déjà présente avant 2015, comme en atteste le Birther Movement qui mit en doute la nationalité de Barack Obama¹¹. Donald Trump, qui a fait de la lutte contre l'immigration clandestine sa marque de fabrique, a su capitaliser sur ces questions raciales qui animent tant l'électorat républicain.

Lorsqu'il a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de 2016, Donald Trump était pourtant loin de faire l'unanimité au sein du GOP. Même lors des primaires républicaines de 2016, une majorité des électeurs conservateurs a préféré un autre candidat. Il n'a remporté plus de 50% des voix que dans seize États¹² (les seize derniers dans le calendrier des primaires, Trump était donc déjà pratiquement certain d'obtenir la nomination). C'est

avant tout parce que ses adversaires n'ont pas réussi à se coordonner qu'il est parvenu à devenir le candidat du parti républicain. Pourtant, huit ans plus tard, l'ancien président a montré à l'occasion des primaires républicaines de 2024 qu'il fait désormais quasiment l'unanimité au sein de son parti. Trump est son incarnation, *Make America Great Again* est son âme. Ses partisans lui vouent une admiration sans faille. L'ancien président est allé jusqu'à commercialiser sa propre Bible dans un élan égotiste d'auto-déification. Alors que près de 70% des Républicains estiment qu'il est une source d'information fiable pour s'informer sur les résultats électoraux, seuls 50% font confiance aux résultats officiels publiés par les États et environ 45% disent faire confiance aux chaînes de télévisions¹³. En dépit du bon sens, malgré les mensonges et les procès, une majorité de Républicains ne jure désormais que par Donald Trump et lui voue un culte de la personnalité à toute épreuve. Ses partisans sont allés jusqu'à prendre d'assaut le Capitole le 6 janvier 2021 pour empêcher la certification des résultats de l'élection présidentielle. Plus de 1 400 personnes ont été condamnées pour leurs actions ce jour-là, prêtes à se sacrifier pour un seul homme qui, dans un élan de bonté quasi christique, a déjà annoncé vouloir les gracier s'il parvient à l'emporter en novembre¹⁴.

L'électorat blanc sans diplôme universitaire

On peut se demander comment un parti comme le GOP a pu s'amouracher de Donald Trump. Le Parti républicain, notamment depuis les années 1980 et la présidence de Ronald Reagan, a basé le cœur de son idéologie sur des notions de libéralisme économique, de promotion du libre-échange et d'interventionnisme en matière de relations internationales. Donald Trump, quant à lui, a fait de son aversion pour l'interventionnisme militaire et son opposition à l'ALENA de puissants arguments de campagne en 2016. Le fait que ces prises de position aient convaincu les républicains montre à quel point l'électorat conservateur s'est transformé. En 2016, les hommes blancs sans éducation universitaire, boudant habituellement les urnes, se sont rangés assez largement derrière le candidat républicain, ce qui explique ses résultats dans la Rust Belt¹⁵. Sa fixation pour le mur à la frontière Sud, ses préjugés racistes envers les Mexicains, qu'il qualifiait de dealers, de criminels et de violeurs¹⁶, ses remarques sexistes envers Hillary Clinton qu'il accusait de manquer de « stamina¹⁷ »

et les abus sexuels dont il semblait se vanter (rappelez-vous, Donald Trump était très fier du fait que sa célébrité lui permette « d'attraper [les femmes] par la chatte¹⁸ ») l'ont rendu très impopulaire. Pourtant ces excès, ces insultes, ces dérapages, ces agressions ont plu à un certain électorat : les hommes blancs sans éducation universitaire¹⁹. Cela lui a permis de l'emporter dans des États cruciaux où cette démographie est particulièrement importante : l'Iowa, le Wisconsin, le Michigan, l'Ohio et la Pennsylvanie. Cet électorat se sent tout particulièrement menacé par l'immigration parce qu'il voit la diversification raciale du pays comme un danger existentiel pour la population blanche. C'est la rhétorique raciste et sexiste du trumpisme plus que le sentiment de déclassement de la Rust Belt qui a motivé cet électorat en 2016²⁰, un électorat toujours fidèle à Donald Trump aujourd'hui et qui semble désormais contrôler le parti républicain.

Entre 2016 et 2024, l'électorat républicain s'est transformé de deux manières. D'abord démographiquement, en attirant le vote de classes populaires blanches auparavant moins politisées et moins clairement conservatrices. Et idéologiquement car les valeurs instillées par la présidence de Ronald Reagan se sont effondrées pour laisser place à une obsession pour la figure d'un seul homme. Une obsession quasi-chrétienne, ses partisans faisant à peine la distinction entre le politique et le religieux : « *Trump supports Jesus, and without Jesus, America will fall*²¹ ». Cette phrase suffit à nous faire comprendre que la mission de Donald Trump n'est pas seulement politique pour ses partisans : elle est divine.

(1) 'Summary of conclusions and proposals' (1950) *The American Political Science Review*, 44 (3), p. 1.

(2) DeSilver, D. (2022) *The polarization in today's Congress has roots that go back decades*, *Pew Research Center*.

(3) Baldassarri, D. and Park, B. (2020) « Was there a culture war? partisan polarization and secular trends in US public opinion », *The Journal of Politics*, 82(3), pp. 809-827.

(4) Iyengar, S. et al (2019) *The Origins and Consequences of Affective Polarization in the United States*, *Annual Review of Political Science*, 22: 129-46.

(5) "H.R. 7152. CIVIL RIGHTS ACT of 1964. ADOPTION of a ... -- House Vote #182 -- Jul 2, 1964." n.d. GovTrack.us.

(6) Remmen, Thomas. « *An Examination of the Catholic Vote in America*. » (2024).

(7) Ahler, Douglas J., and Gaurav Sood. « The parties in our heads: Misperceptions about party composition and their consequences. » *The Journal of Politics* 80, no. 3 (2018): 964-981.

(8) Nadeem, Reem. « *As Partisan Hostility Grows, Signs of Frustration with the Two-Party System*. » *Pew Research Center*, August 9, 2022.

(9) Berzon, Alexandra. « Republicans Seize on False Theories about Immigrant Voting. » *The New York Times*, September 5, 2024.

(10) Jordan, Miriam. « Many Haitians Prospered in Springfield, Ohio. Then Came The Hate. » *The New York Times*, October 11, 2024.

(11) Serwer, Adam. « Birtherism of a Nation. » *The Atlantic*, November 21, 2022.

(12) Dave Leip's Atlas of U.S. Presidential Elections.

(13) Fernando, Christine and Sanders, Linley « Republicans are more likely to trust Trump than official election results: AP-NORC / USAFacts poll. » *Associated Press*, September 10, 2024.

(14) Reilly, Ryan J. « Donal Trump says again he would 'absolutely' pardon Jan. 6 rioters. » *NBC News*, July 31 2024.

(15) Schaffner, Brian F., Matthew MacWilliams, and Tatishe Nteta. « Understanding white polarization in the 2016 vote for president: The sobering role of racism and sexism. » *Political Science Quarterly* 133, no. 1 (2018): 9-34.

(16) « 'Drug dealers, criminals, rapists': What Trump thinks of Mexicans. » *BBC*, August 31, 2016.

(17) Chozick, Amy and Parker, Ashley « Donald Trump's Gender-Based Attacks on Hillary Clinton Have Calculated Risk. » *The New York Times*, April 28, 2016.

(18) Nelson, Libby « 'Grab 'em by the pussy': how Trump talked about women in private is horrifying. » *Vox*, October 7, 2016.

(19) Voir note 15.

(20) Voir note 17.

(21) Smith, Peter « Jesus is their savior, Trump is their candidate. Ex-president's backers say he shares faith, values. » *Associated Press*, May 18, 2024.

CULTURE

L'OBSESSION AMOUREUSE CHEZ ZWEIG :

Diana CARNEIRO

UN CORPS-À-CORPS AVEC L'ABÎME

Stéphane Zweig, écrivain autrichien du début du XXème siècle, s'est imposé sur la scène littéraire par son exploration des passions humaines, souvent destructrices. Dans une prose à la fois sobre et vivante, il capture l'intensité des tourments amoureux. L'obsession, centrale dans son œuvre, devient une force dévastatrice révélant les failles de l'âme...

L'obsession amoureuse chez Stefan Zweig n'est pas que le résultat d'une quête de l'autre ou du désir passionnel de le posséder. Elle ronge, elle consume, elle laisse les corps épuisés et les esprits ravagés : le sujet lui-même se retrouve en lutte. De fait, ses personnages, enfiévrés de désir, se perdent dans un tourbillon où l'amour n'est qu'un prétexte pour s'engager dans un combat solitaire, une lutte acharnée qui, en réalité, est une lutte contre eux-mêmes. Car l'autre, dans cet échiquier personnel, n'est qu'un miroir déformé de leurs propres failles, de leur incapacité à trouver la paix. Zweig ne se contente pas de peindre les contours d'une passion ; il dissèque l'intime, il dévoile l'érosion lente d'un être qui se défait sous le poids de son désir.

Effacement de soi : amour, sublimation et anéantissement

Abordons d'abord le processus subtil par lequel la passion amoureuse, souvent perçue comme une quête de fusion ou une aspiration à la possession de l'autre, est progressivement déconstruite. Chez Zweig, la passion ne se limite pas à l'irrationnel primaire. Elle devient une force méthodique, quasi scientifique,



qui transcende les élans émotionnels pour infiltrer chaque fibre de la conscience. L'envie de posséder l'autre est transcendée au profit d'une dynamique complexe qui vient déranger les fondements mêmes de l'identité. La passion, détachée de son aspect brûlant, s'installe insidieusement chez Zweig, déstabilisant l'individu en le forçant à se confronter à ses désirs les plus enfouis, souvent jusqu'à l'autodestruction. Dans *La Confusion des sentiments* et *Lettre d'une inconnue*, Stefan Zweig explore deux visages de la fixation amoureuse, à la fois opposés et complémentaires dans leur mécanisme destructeur. Dans le premier, l'engouement de l'étudiant envers son professeur se manifeste par une quête intellectuelle dévorante et, ce qui apparaît au départ comme un désir d'excellence académique, est en réalité un besoin profond de reconnaissance, une tentative désespérée de se fondre dans l'autre, de se voir transparaître. L'étudiant canalise sa passion dans le travail, mais derrière cette façade d'ambition se cache une véritable pulsion de possession intellectuelle. « Il était rare qu'il me remerciât ; quand je lui apportais au matin le travail qui m'avait demandé une partie de la nuit, il se contentait de me dire sèchement : "Vous auriez

pu attendre jusqu'à demain." » Ce passage révèle la finesse avec laquelle la perte de soi se déguise en dévotion, masquant en réalité une volonté profonde d'anéantissement de soi dans l'autre. L'étudiant n'aspire pas uniquement à plaire ; en réalité, il s'efforce de disparaître dans l'idéal inaccessible de ce maître qu'il idolâtre. L'obsession intellectuelle devient alors une forme de sublimation, un feu latent qui consume chaque parcelle de l'âme sous l'apparente et nécessaire maîtrise de soi.

En contraste, *Lettre d'une inconnue* nous présente une histoire qui ne s'abrite plus derrière le masque de l'ambition ou de la quête intellectuelle, mais qui se livre à un sacrifice absolu. L'Inconnue, qui aime sans être aimée, vit dans l'ombre d'un homme qui ne la reconnaît jamais. Mais, à nouveau, cet amour n'est pas une quête de l'autre, c'est une annihilation volontaire de soi. « À toi qui ne m'as jamais connue. » Cette phrase résume tout : l'Inconnue (*die Unbekannte*) n'existe plus en tant qu'individu. Elle a sacrifié toute son identité pour un homme qui, même après l'avoir vue nue, ne sait toujours pas qui elle est. Elle est devenue un fantôme, une projection vide d'un amour unilatéral, sans désir propre, car elle n'existe pas dans le regard de l'aimé. Là où l'étudiant cherche encore à se fondre dans l'autre, l'Inconnue accepte sa disparition totale. De fait, son histoire n'est pas marquée que par l'absence de réciprocité amoureuse, elle est surtout une malédiction : la protagoniste est consumée tout entière par une illusion d'amour. Zweig nous montre ici que l'obsession, qu'elle prenne la forme d'une quête intellectuelle ou d'un amour sacrificiel, est une force irrésistible qui, finalement, est davantage révélatrice de la personne passionnée que par l'objet de désir.

Ici résonne la brutalité de cet amour. La question n'est pas d'être aimée en retour ou non, mais d'être consommée par une projection d'amour qui n'a jamais existé. Tout le monde parle d'amour réciproque, de ce rêve de l'autre qui comble nos manques. Zweig, lui, pose la question : et si l'autre ne te voit jamais ? Et si tu t'éteins dans cette quête interminable ? L'Inconnue, elle, n'est plus qu'une ombre, résolue à n'être que l'anonyme : elle est consumée, tout entière, sa vie offerte à l'absence.

Différemment, dans *Vingt-quatre heures de la vie d'une femme*, le développement d'une passion est foncièrement lié à la destruction. De la même manière que l'inconnue se perd dans l'attente de l'autre, s'y dissout comme si elle n'avait plus d'identité, résolue à mourir sans reconnaissance de son amour et de son être, Mrs C., captivée par un jeune homme perdu dans le vice, se laisse aspirer par la chute de cet homme – elle se confond avec lui également. Elle n'est plus seulement attirée par lui ; elle est fascinée par sa déchéance, veut le sauver, comme dictée par la mission divine inculquée par la passion suprême. « J'étais fascinée par l'abîme où il semblait se précipiter. » Et cet abîme devient le sien. L'amour est annihilé, mis en second plan derrière une addiction à la perte, une fascination morbide pour ce qui détruit. Mrs C. croit qu'elle peut sauver cet homme, mais en réalité, elle ne cherche qu'à sombrer avec lui.

Zweig déchire le voile romantique pour exposer cette pulsion de mort qui se cache derrière le désir. Mrs C. n'a jamais voulu le bonheur, elle veut l'extrême, l'incontrôlable, l'autodestruction. Dans cet amour, il n'y a rien à sauver. D'une part, l'obsession est une chute libre dans le chaos. Parallèlement, le sentiment d'amour, qui ici n'est pas désir d'union, devient une pulsion suicidaire. Mrs C. n'aime pas cet homme. Elle aime sa ruine, elle aime l'idée d'être consumée à travers lui. Dans cet amour-là, il n'y a ni lumière de la rencontre, ni réconciliation de l'être avec lui-même. Pour l'inconnue, l'amour total ne conduit pas non plus à la lumière, il conduit progressivement à la destruction tangible de son identité et de sa vie.



Culpabilité et obsession : une spirale sans issue

Pourtant, comme le déploie largement Zweig dans ses récits, l'on ne peut échapper au miroir et à l'image de soi qui y transparait. Cela, il le soutient dans *La Pitié dangereuse*, son seul roman où l'obsession et la culpabilité sont inextricablement liées, tissant une toile complexe autour des émotions d'Anton Hofmiller. La première rencontre du personnage avec Edith de Kekesfalva, marquée par une maladresse qui le pousse à l'inviter à danser sans soupçonner son handicap, déclenche une spirale de culpabilité qui le hante sans relâche. Cette culpabilité se mue en passion, un besoin irrépressible de réparer, de veiller sur le bonheur d'Edith, jusqu'à l'effacement de soi. Hofmiller oscille entre pitié et amour, perdant toute distinction entre les deux, piégé dans un dilemme moral où son désir de rédemption lui interdit d'agir avec sincérité. Il se retrouve enchaîné par ses propres sentiments, confondant le poids de la culpabilité avec une forme d'amour sacrificiel : « Je n'étais pas seulement son ami, mais j'étais aussi celui qui avait blessé son âme, et je me sentais responsable de chaque larme qui coulait de ses yeux. » La culpabilité devient ici le pivot de la passion dévorante.

Ce ne sont pas l'adultère ou la pitié qui hantent véritablement ces personnages, mais surtout les vérités qu'ils enterrent, lesquelles finissent par les révéler à eux-mêmes. Pour fuir cette révélation insupportable, ils bâtissent la cage de leur propre emprisonnement, une prison indestructible, alimentée par l'effroi de se

voir démasqués, de se retrouver dans le regard des autres, dépouillés des masques qu'ils ont façonnés pour se protéger. Ainsi, l'adultère et la pitié ne sont que des résidus, les échos d'une souffrance plus ancienne, enracinée dans la culpabilité. Malgré tout, les personnages se sentent obligés de maintenir leur illusion de maîtrise, alors même que, imperceptiblement, tout s'effondre déjà autour d'eux.

L'obsession amoureuse chez Stefan Zweig se présente comme une lente agonie qui consume l'âme et le corps dans une quête inépuisable de sens et d'identité. Elle dépasse l'élan vers l'autre, s'écartant de la volonté de sublimer ou de posséder, car le véritable objet de la passion devient le soi, égaré dans les sillons passionnels. En effet, elle prend racine dans une quête de soi vouée à l'échec, où l'être se heurte invariablement à l'effacement, à la destruction, à la culpabilité ou à une sublimation stérile. Zweig, avec une précision chirurgicale, expose les veines empoisonnées de l'amour compulsif : il n'est jamais chemin vers le bonheur, mais condamnation sentencieuse. Dans cette descente alors, l'individu se perd inexorablement, pris au piège d'un amour sans résolution. L'obsession, surtout, le force à un face-à-face implacable avec lui-même : qui est-il, en vérité, derrière les rouages implacables de sa compulsion ? Elle lui arrache ses masques, l'oblige à sonder l'abîme de son propre désir, à affronter cette part obscure, insatiable, qu'il ne veut pas voir. Dans ce jeu de miroirs déformants, la passion le pousse à chercher celui qui se cache sous l'apparence, l'homme qu'il redoute de découvrir, celui qu'il tente de fuir.

COUVREZ CE SEIN QUE JE NE SAURAI VOIR

Anthéa MARIANI

**Couvrez ce sein que je ne saurai voir.
Par de pareils objets les âmes sont blessées,
Et cela fait venir de coupables pensées.**

Molière, Le Tartuffe, 1664

Au mois d'octobre, comme chaque année depuis 1994, les mairies, les magasins, les individus se couvrent de rose pour participer à la visibilité du cancer du sein. Un mois exceptionnel qui ne connaît pas d'équivalent lorsque cette maladie touche d'autres parties du corps. Pas de mois du cancer de l'utérus, du vagin, de la vulve ou des trompes de Fallope. La raison la plus évidente réside dans le nombre de personnes touchées : environ 61 000 nouveaux cas chaque année. Le cancer du sein est bel est bien le plus meurtrier des cancers pour les personnes assigné.e.s femmes à la naissance. L'autre raison sous-jacente, c'est la symbolique sexuée que représente le sein pour les luttes féministes.

L'instauration d'un mois de la visibilité du cancer du sein offre par extension de la visibilité aux éternelles invisibilisées que sont les femmes. Un événement aux intentions louables mais qui soulève la question d'une essentialisation du sein.

Male gaze : dilemme de la salope et de la sainte

Reprenons les bases en jetant d'abord un œil du côté des arts et de la pop culture. En parlant de jeter un œil, prenons le *male gaze* pour point de fuite. Ce terme anglophone signifiant « regard masculin », a été théorisé par la réalisatrice et critique cinématographique Laura Mulvey dans son ouvrage *Plaisir visuel et cinéma narratif*, paru en 1975. Il désigne l'application d'un regard appartenant à la culture dominante, celle des hommes cisgenres hétérosexuels, sur les femmes. Ce regard, objectivant dans la majorité des cas, enferme les femmes dans des rôles étroits et des archétypes éculés comme celui de la femme fatale, de la jeune nouvelle, l'intello ou la fille populaire et superficielle. Des archétypes qui marchent toujours aussi bien quand on songe à l'incarnation de Catwoman par Michelle Pfeiffer (*Batman*), Bella par Kristen Stewart (*Twilight*), le personnage de Lisa Simpson (*The Simpsons*) ou encore Barbie incarnée par Margot Robbie (*Barbie*).

Utilisé à l'origine dans une volonté de décrypter le septième art, le *male gaze* s'est ensuite épanoui dans une culture plus vaste, concernant aussi bien la peinture, la sculpture, la musique. Charnues,

petites, larges, tombantes, jeunes, fripées, de toutes les couleurs, les poitrines nues se retrouvent dans les beaux-arts à chaque époque de notre histoire depuis la Vénus de Willendorf (22 000 av. J.-C.). Ce qu'elles ont en commun dans la grande majorité des cas, c'est un biais sexualisant porté sur la femme dotée de cette poitrine. Au point même de reléguer la femme en question en arrière-plan dans certains cas, comme le portait de *Gabrielle d'Estrées et une de ses sœurs* qui évoque davantage quelque chose lorsqu'on l'appelle « le tableau avec une meuf qui pince le téton de l'autre ».

Outre les formes d'art classique, les plus modernes ne sont pas en reste de cette sexualisation de la poitrine. La nudité est déjà bien plus banalisée pour les femmes que pour les hommes dans le milieu du cinéma. Une étude de la New York Academy, *Gender Inequality in Film*, en date de 2013, rapporte que « la présence féminine est plus souvent que pour les hommes représentée de manière connotée sexuellement. 26,2 % sont partiellement nues contre 9,4 % des hommes ». Rien d'étonnant à ce que le spectateur ait pu voir les seins de la majeure partie des personnages féminins de *Game of Thrones*, et ce, dans une scène explicite. On ne peut pas en dire autant de l'engin de ces messieurs, n'en déplaise aux fans de Aemond Targaryen qui ont lancé de longs débats sur Twitter après avoir entraperçu son sexe à l'écran.

Rappelons que le cinéma est un art se fondant énormément sur le voyeurisme - donc le plaisir à regarder - mais que le regard féminin a été assez peu mis en valeur jusqu'à ces dernières années. Il faut dire que depuis la création des César, sur les 275 personnes nommées pour la réalisation du meilleur film, seules 35 étaient des femmes. Partant déjà avec un certain désavantage statistique, ce ne sont donc que deux réalisatrices (Tonie Marshall et Justine Triet) qui ont obtenu le César de la meilleure réalisatrice, contre 48 hommes à ce jour. Un chiffre tout bonnement aberrant, et qui en dit long sur la préférence du public (qu'il soit critique ou de masse) pour le *male gaze*. Il relève donc de notre propre responsabilité d'interroger nos modes de consommation et d'appréciation des contenus audiovisuels lorsqu'ils

ne sont qu'un prétexte servant la mise en scène de ses fantasmes à l'écran.

Ce regard masculin se manifeste tout particulièrement dans l'hypersexualisation de la poitrine des femmes, notamment des jeunes femmes et petites filles, qui atteint des sommets dans la pop culture *mainstream*. Autrefois considérés comme des sous-genres, les mangas et la janimation sont devenus extrêmement populaires en Europe et sont l'exemple type du phénomène de sexualisation des femmes dans les contenus grand public. Les seins, en particulier, sont le symptôme de cette sexualisation, que ce soit par les nombreux gros plans, les rebonds superficiels dans l'animation ou tout simplement leur taille hors du commun dans nombre de cas. Surtout dans les *shônen*, ces

ouvrages et animés destinés aux jeunes garçons. Toute personne ayant regardé ou lu *One Piece* (je suis moi-même une grande fan !) connaît les courbes invraisemblables des personnages féminins parfois à peine âgés de seize ans.

Et quand ce n'est pas pour les transformer en objets de désir, au travers du *male gaze*, les seins deviennent le symbole de la maternité. Le seul moment où le sein nu est toléré et jugé comme non offensant dans l'espace public (et encore), c'est dans le cadre de l'allaitement. Les hommes et personnes AMAB (Assigned Male At Birth, soit, assigné.e.s mâle à la naissance en Français) peuvent se promener dans la rue torse nu mais les femmes et personnes AFAB (Assigned Female At Birth, soit, assigné.e.s femelle



à la naissance en Français) ne le peuvent pas, quelle que soit la taille de leur poitrine. Ce n'est pourtant pas une question de taille ou de forme puisque les torsos, les pectoraux et tétons masculins ne se ressemblent pas tous mais sont tolérés dans l'espace public. En témoignant les œuvres de l'artiste Maria Davydova, s'amusant sur son compte Instagram @redavart à contourner la censure des tétons en les ornant de couleurs, de maquillage, de peinture ou en les plaçant dans des mises en scènes enchantées.

Certaines personnes AMAB ont plus de poitrine que certaines personnes AFAB et jouissent pourtant de cette liberté que ces dernières n'ont pas. Le sein n'est donc sexualisé à outrance que lorsqu'il est considéré « féminin ». Est-ce à dire que le tabou du téton dit « féminin » serait le symptôme d'une détestation ou d'un mépris des femmes ? Ce qui est certain, c'est qu'il est la preuve d'un empêchement de jouir de son corps typiquement occidental, puisque les femmes peuvent se promener seins nus sans le moindre problème dans certaines cultures polynésiennes, amazoniennes, éthiopiennes et namibiennes. Le mouvement *topless* féminin perdure sans difficulté dans des communautés autochtones mais semble incapable de se développer dans des sociétés dites « modernes et civilisées ». En ce sens, la figure du « bon sauvage », popularisée par Diderot dans son *Supplément au voyage de Bougainville*, a de nombreuses fois été l'excuse des peintres pour mettre à nu des femmes indigènes, afin de permettre au regard complaisant de ces messieurs se promenant dans les salons de peinture d'apprécier leur anatomie. On peut ainsi citer la plupart des grands noms de la peinture orientaliste ou des figures plus récentes et d'autant plus vivement critiquées telles que Paul Gauguin.

Seins, transidentité et fétichisme

Déjà objet d'une réification exercée par le *male gaze*, moult fois démontrée, le sein est également objectivé par des groupes se réclamant du féminisme. Il est intéressant d'observer que les pionnières du mouvement TERF (*Trans-Exclusionary Radical Feminist*) en France sont issues du groupe FEMEN, dont les actions sont majoritairement menées seins nus, en signe de protestation contre la sexualisation du corps des femmes. FEMEN a rapidement rejeté les brebis galeuses, mais il faut croire que l'idée de porter le sein comme un étendard de la féminité est resté profondément ancré dans la tête des TERFs.



On observe donc une tendance pseudo-féministe qui se réfugie dans l'essentialisation des corps sous prétexte qu'ils attestent de l'identité d'une personne. Une prise de position qui n'est pas sans rappeler celle du *male gaze* explorée en première partie.

La boucle est bouclée, le serpent se mord la queue, les TERFs reproduisent des schémas et attitudes héritées du patriarcat. Une ironie qu'elles n'ont de toute évidence toujours pas comprise en multipliant les pamphlets transphobes essentiellement centrés sur les caractéristiques et les comportements sexuels des individus. S'offusquant par ailleurs de la sexualisation à outrance du corps de la femme, les célèbres militantes TERFs Dora Moutot et Marguerite Stern se passionnent dans leur dernier livre *Transmania* pour le concept d'autogynéphilie (excitation sexuelle et paraphilie d'un homme qui pense ou perçoit l'image de son corps en celui d'une femme). Pour faire simple, sous couvert de psychologie de comptoir, ces deux grandes penseuses de l'émancipation des corps s'étendent sur des pages sur ce qui peut bien se passer dans le fond de culotte ou de caleçon des personnes transgenres.

Et pour appuyer cette sexualisation du corps des personnes transgenres et des seins, à fortiori, on en arrive au merveilleux monde du fétichisme. Pas un fétichisme respectueux et doté de solides règles établies sur le consentement, non, plutôt une forme de voyeurisme déplacé. Les poitrines post-mammectomie s'affichent avec fierté sur les réseaux sociaux tout en suscitant, malheureusement, une curiosité malsaine. Quand une personne se dit transmasculine sur les réseaux, les internautes demandent à voir les cicatrices, pour voir si c'est « pour de vrai ».

Et encore, on parle là de la version « soft » et accessible sur les réseaux sociaux. Sur les sites pornographiques, la catégorie *futanari*, qui désigne les personnes transféminines sans vraiment l'assumer, est devenue de plus en plus regardée et présente même dans des vidéos dites « mainstream ». Le porno mettant en scène des personnes transgenres est de moins en moins niche, mais on remarque une présence évidente des personnes transféminines dans des mises en scène pseudo-lesbiennes si chères à la pornographie *male gaze*. (Je rappelle à ce sujet, qu'il existe un Pornhub Gay uniquement entre hommes mais que le sexe lesbien est considéré en tant que catégorie comme une autre sur le site Pornhub mainstream.)

Il existe par conséquent une fétichisation quasiment systématique des seins des femmes transgenres, qui coexiste en même temps avec la répulsion qu'ont les hommes hétéros pour ces dernières. Les hommes transgenres post-mammectomie, sont quant à eux très minoritaires dans les contenus pornographiques, aussi bien hétéro que gay, puisqu'ils n'ont pas de poitrine et ne sont donc pas sexualisés de façon aussi proactive que les femmes transgenres.

Fétichisation du sein et pressions sociales hétéronormées causent également bien des soucis aux femmes cisgenres. En ce sens, l'augmentation mammaire a été l'une des chirurgies esthétiques les plus populaires dans le monde, après la liposuction en 2023. Selon les données de l'International Society of Aesthetic Plastic Surgery (ISAPS), il y a eu environ 4,1 millions d'interventions mammaires réalisées, bien que ce chiffre inclut diverses interventions (augmentations, réductions, lifting). La majorité de ces interventions esthétiques concernent des patientes cisgenres, les femmes représentant par ailleurs environ 85,5 % des personnes ayant recours à la chirurgie esthétique dans le monde. Finalement, les femmes sont toujours perdantes. Et à qui peut-on le reprocher ? Notamment aux représentations féminines invraisemblables sur lesquelles les femmes projettent leurs insécurités. Quand on grandit en observant le tour de taille des princesses Disney, des poupées Barbie, des femmes de bande dessinée (celles de Milo Manara, Marini, François Walthery...), de mangas (ceux d'Eiichiro Oda, Tite Kubo, Hiro Mashima...), il devient difficile de ne pas se comparer.

Ces éléments convergent vers un bilan très insatisfaisant concernant la place du sein dans nos sociétés occidentales. Le plus inquiétant étant, outre l'habituelle fétichisation via le *male gaze*, une tendance à l'auto-enfermement au sein (*pun intended*) de certaines sphères féministes et sororales. L'identité féminine hyper structurée qu'a imposé la culture dominante patriarcale aux femmes occidentales a fait du sein sa grande obsession. Avoir des seins, ne pas en avoir, les avoir perdu suite à une maladie, faire de la reconstruction ou de la chirurgie esthétique, prendre des hormones ou faire une torsioplastie, tous ces cas de figures sont l'occasion de penser son identité de genre et sa soumission à l'hétéronormativité. L'occasion de répliquer aux « T'es une meuf, t'as pas de seins, non mais allô quoi ? » qu'il y a des enjeux plus importants qui se cachent derrière les soutiens-gorges et les binders.

LE PANDA, UN OUTIL DIPLOMATIQUE CHINOIS SOUS TENSION

Anoushka BOUSBA

Douceur en surface mais stratégie en coulisses, le panda est un outil diplomatique clé pour la Chine. Derrière des prêts d'apparence innocente se cachent les ambitions géopolitiques et les tensions qui façonnent la politique internationale de Pékin.

Au cours du XXe siècle, le panda constitue un véritable outil diplomatique dans la quête de puissance du gouvernement chinois. Cet animal mignon, mangeur de bambou, est considéré comme un « trésor national », voire un emblème. L'ancien ambassadeur de Chine aux États-Unis, Cui Tiankai, déclare en 2013 : « Il y a deux ambassadeurs chinois à Washington : moi, et le bébé panda du zoo national ! ». L'emploi de l'expression « diplomatie du panda » s'est popularisé au siècle dernier et reste encore au goût du jour. La France accueille au zoo de Beauval deux pandas géants depuis 2012. Huan Huan et Yuan Zi devraient rester à Beauval jusqu'en 2027, illustrant donc les bonnes relations franco-chinoises actuelles. Cette quête de pouvoir tend à se réaliser d'abord par l'utilisation massive des routes de la soie, puis avec le panda. Néanmoins cette « diplomatie du panda » ne date pas d'hier...

Une pratique ancestrale que la Chine emploie régulièrement

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, cet usage est vieux de plusieurs siècles. Il date en effet de la dynastie Tang, qui débute en 618 puis s'achève en 907, l'empire chinois alors à son apogée. L'enjeu était avant tout de surpasser la dynastie des Han et d'ériger cet empire en véritable puissance. Les Tang ont conquis de nombreux territoires et ont favorisé l'essor de l'empire par le commerce avec les routes de la soie. Les échanges prospèrent avec les pays voisins, la diplomatie est rapidement devenue primordiale pour entretenir de bons rapports et pour rendre le commerce plus lucratif. C'est dans ce contexte qu'est née la pratique diplomatique liée au panda, qui ressemble trait pour trait à celle que nous connaissons aujourd'hui. L'impératrice Wu Zetian est considérée comme la première dirigeante à avoir exploité cet animal diplomatiquement. Elle a notamment offert des pandas géants à l'empereur du Japon dans l'objectif de créer une affinité politique, si ce n'est de nouer une relation amicale. Par la suite, la pratique s'est essouffée et il ne reste que peu de traces de son utilisation : c'est seulement au XXe siècle qu'elle revient au cœur de la politique chinoise. Mao, le père fondateur de la République populaire de Chine a remis cette pratique au goût du jour, toujours dans une volonté de faire prospérer le pays par tous les moyens à disposition. Ainsi, Xi Jinping s'est aujourd'hui inspiré de ses prédécesseurs pour sa politique étrangère actuelle.

Le panda n'a pas été adopté par hasard à l'époque de la dynastie Tang. Il y a toute une signification et une symbolique qui viennent justifier



ce choix. En effet, le drapeau blanc que nous connaissons aujourd'hui – signifiant l'arrêt des combats – était en Chine un drapeau représentant un panda. Les couleurs du panda évoquent, dans la culture chinoise, le yin et le yang, symboles d'harmonie et de complémentarité. Cet animal est l'image même de la quiétude, de la force, de l'équilibre et de la sagesse ; ce qui explique pourquoi c'est précisément le panda qui a été sélectionné pour jouer ce rôle, et ce, déjà sous la dynastie Tang.

Le mécanisme derrière la diplomatie du panda : miroir des tensions diplomatiques

Le fonctionnement est simple : la Chine prête ses pandas à plusieurs pays en échange d'une rémunération et d'une promesse du bon traitement de l'animal. Les animaux deviennent ensuite de véritables stars dans les zoos et ramènent de nombreux visiteurs. Auparavant, les pandas étaient officiellement donnés. Cela fut notamment le cas pour les États-Unis en 1972 qui ont reçu deux pandas sous le mandat de Nixon. À cette époque l'enjeu est double : d'une part, la Chine

veut poursuivre son développement donc entretenir de bonnes relations avec une aussi grande puissance est un choix stratégique ; d'autre part, les États-Unis souhaitent forger une relation avec la Chine dans le but d'isoler une Union Soviétique de plus en plus influente.

Aujourd'hui, ce ne sont plus des dons mais des prêts de pandas, généralement pour une durée de dix ans. Ce revirement s'explique par la condition du panda en tant qu'espèce menacée. Ainsi, tôt ou tard les pandas finissent bien par rentrer en Chine, soit pour le bien-être de l'animal, soit suite à des tensions diplomatiques. La Chine s'accorde l'autorité de rapatrier ses pandas dès les premiers signes de discordance avec le pays locataire. C'est alors une traduction efficace des tensions qui révèle au monde entier les ruptures diplomatiques avec Pékin.

Il est à présent possible d'analyser de façon superficielle les relations diplomatiques entre deux pays par la traduction binaire de prêt ou non de pandas. Il est facile de déduire que les relations entre la République Populaire de Chine et les États-Unis, qui se sont vus privés de leurs pandas pendant de nombreuses années, ne sont pas au beau

fixe. L'absence prolongée de pandas aux États-Unis illustre les tensions croissantes entre Washington et Pékin, dans un contexte marqué par des rivalités économiques, géopolitiques et culturelles. Historiquement, les pandas ont joué un rôle clé dans le rapprochement sino-américain, notamment lors de leur introduction au zoo national de Washington après la visite de Nixon en Chine en 1972. Leur récent rapatriement symbolise un refroidissement notable dans les relations bilatérales. Ce retrait, motivé par des rivalités et par des différends concernant les droits de l'homme, les technologies et les enjeux militaires, est un message clair de Pékin : les États-Unis ne sont plus perçus comme un partenaire stratégique privilégié.

Ce n'est pas le seul pays ciblé par ces retraits, le Royaume-Uni et l'Australie ayant également cessé d'en bénéficier. En revanche, la Russie de Vladimir Poutine qui entretient de bonnes relations avec la Chine conserve ses pandas, de même que la France qui prolonge son contrat jusqu'en 2027. La France, le Canada, la Belgique et les Pays-Bas sont quelques-uns des nombreux pays qui peuvent se vanter d'avoir en leur possession – de façon momentanée – des pandas géants chinois. De même que les États-Unis qui ont reçu à nouveau deux pandas en octobre dernier, ce qui n'était pas arrivé depuis 24 ans. Leur retour reflète ainsi une volonté commune de relancer des projets de conservation et de coopération culturelle.

Une stratégie diplomatique efficace aux enjeux multiples

Dans une époque où le panda est une espèce menacée de disparition, le mettre au cœur des enjeux politiques permet non seulement de le protéger mais aussi de diffuser ce qui reste avant tout un emblème de la Chine. L'objectif à des enjeux multiples puisqu'il permet également à Xi Jinping de récupérer de fortes sommes tout en nouant des relations diplomatiques. Les pandas créent des liens de dépendance symbolique qui peuvent se traduire par des accords commerciaux ou diplomatiques plus larges, devenant alors un outil diplomatique clé.

Les frais de location s'étendent de 500 000 à un million de dollars par an, auxquels peuvent parfois s'ajouter des coûts de reproduction de 400 000 dollars par bébé. De surcroît, le panda est un animal plutôt populaire et attachant qui possède une véritable signification. Brigitte Macron est d'ailleurs la marraine de Yuan Meng, un panda né au zoo de Beauval en 2017, qui a ensuite été rapatrié en Chine pour favoriser sa reproduction

avec des congénères non apparentés. Selon le gouvernement chinois, il est d'usage que les premières dames des pays accueillant des pandas endossent ce rôle de marraine. De plus, la Chine reste responsable des bébés pandas qui naissent à l'étranger. Arme constitutive du *soft power*, elle permet à la Chine d'exercer une influence subtile et positive à l'international tout en améliorant son image. Il est à souligner qu'aucun pays ne s'est jamais donné le luxe de refuser un cadeau ou une proposition aussi précieuse, montrant ainsi la considération importante qu'accordent les différents pays à ce prêt. D'autant plus qu'un refus pourrait entraîner de lourdes conséquences diplomatiques avec la Chine, comme

un arrêt de coopération bilatérale dans les domaines commercial, technologique ou politique. La Chine pourrait aussi privilégier d'autres pays, ce qui renforce à nouveau l'idée que les pandas seraient une monnaie d'échange au sein de la diplomatie chinoise.

Cette stratégie diplomatique est néanmoins questionnée puisqu'elle révèle les affinités que possède la Chine avec certaines nations, suscitant alors de nombreuses critiques et résistances de la part de pays réticents à se plier à ce type de pression. Étant de plus en plus perçue comme une méthode de manipulation politique, la stratégie du panda perd peu à peu de son efficacité et n'est plus interprétée comme un

symbole de coopération. Pour ces raisons, l'Inde et le Japon sont réticents à accepter des pandas malgré leurs relations avec la Chine. Enfin, les coûts financiers de ces animaux sont remis en question et sont de plus en plus difficiles à justifier, notamment dans des économies fragiles ou dans des contextes de restrictions budgétaires. En effet, la nécessité de recevoir un panda et d'y consacrer autant de ressources financières au détriment d'autres priorités environnementales est parfois interrogée.

Plus qu'un symbole, le panda est un outil qui permet à la Chine de nouer des alliances et d'étendre son terrain d'influence. Bien sûr, il ne s'agit

pas de la seule stratégie ayant permis à la Chine de s'imposer comme une puissance mondiale : les routes de la soie, l'amélioration de sa capacité militaire, la création d'organisations alternatives (comme la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures), son investissement dans des secteurs comme la technologie ou la diplomatie du panda démontrent sa préoccupation quant à son rayonnement sur la scène internationale. Cependant, les controverses autour de cette diplomatie découlent du paradoxe entre la douceur apparente de cette stratégie et les enjeux politiques, environnementaux et économiques qu'elle dissimule. Cette complexité donne à la diplomatie du panda un caractère conflictuel, et cela, même si elle semble anodine au premier abord.

AVOIR RAISON POUR LES MAUVAISES RAISONS

Simon DEL MARMOL

Quand le climat s'emballe, les chiffres aussi. Des millions de déplacés climatiques, des flux migratoires massifs vers l'Europe : ces prédictions catastrophiques marquent les esprits et dissimulent une réalité et des enjeux plus complexes.

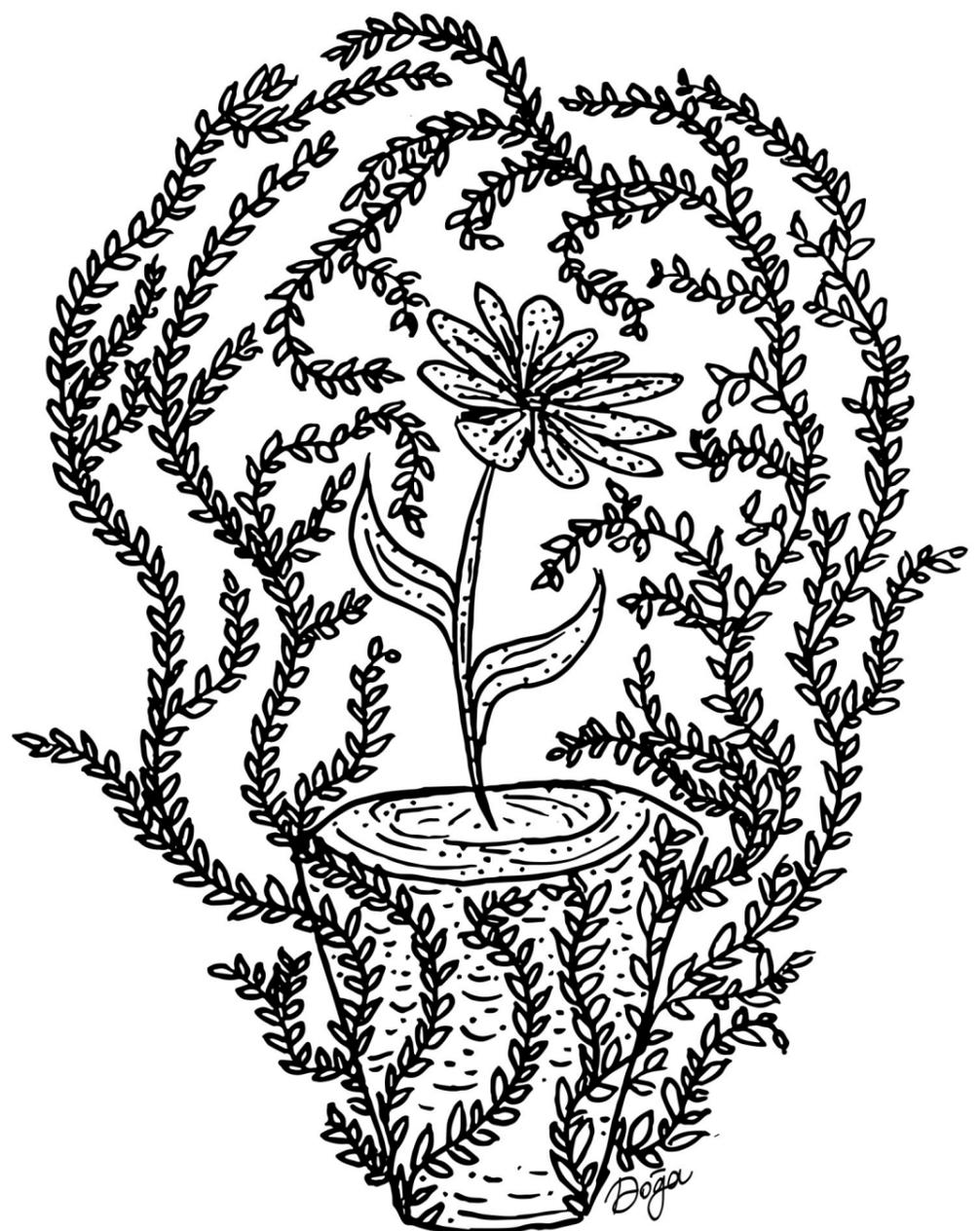
Le 10 septembre 2020, le média numérique *Vice* publie un rapport titré « Ecological Crises Could Displace More Than 1 Billion People by 2050 ». Ce dernier s'appuie sur une étude de *Institute for Economics & Peace*¹ qui aborde le lien entre changement climatique et migration. D'un ton alarmiste, la journaliste du média *Vice* explique qu'un milliard de déplacés climatiques² d'ici 2050 et que nous n'avons « aucune idée d'où ces populations iront ». Ainsi, le rapport assure que, en dépit de la résilience géographique de l'Europe face aux chocs climatiques, celle-ci ne sera pas épargnée d'une nouvelle vague migratoire venant des régions vulnérables à ces changements. Malheureusement, cette étude n'est pas un cas isolé : des rapports du Programme Environnemental des Nations Unies (UNEP)³ soutiennent ces mêmes schémas narratifs. Cependant, depuis quelques années, plusieurs chercheurs s'efforcent de dénoncer une malhonnêteté intellectuelle autour des migrations climatiques. C'est notamment le cas de Hein de Haas, chercheur en études migratoires, qui a consacré un chapitre entier à cette question dans son dernier livre *How Migration Really Works*⁴. Mais alors qu'en est-il vraiment ? D'où viennent ces prédictions, pourquoi sont-elles si populaires dans le débat public et quelles en sont les conséquences ?

Falsification d'une obsession

Selon de Haas, les rapports et les articles alertant d'une nouvelle vague migratoire imminente en Europe utilisent des modèles simplistes et dépassés, basés sur d'anciennes théories migratoires. Pour prédire les prochains mouvements migratoires, ils projettent des prévisions climatiques sur des régions à risque pour connaître la quantité de personnes affectées. L'hypothèse qui en découle est que la totalité des personnes touchées géographiquement par ces

prévisions vont migrer. Seulement, les récentes études sur cette question ont tendance à soutenir que la décision migratoire d'un individu est sujette à une multitude de facteurs politiques et socio-économiques⁵. En effet, cette dernière peut relever d'opportunités de travail, de développement économique, de contextes familiaux et amicaux, de situations politiques instables ou de conflits ethniques – entre autres. Il est donc très peu probable que seul le réchauffement climatique et ses conséquences soient responsables de mouvements de milliards de personnes. De plus, les effets du changement climatique sont parfois indirects (par exemple, l'inflation due à une mauvaise récolte), ce qui rend l'attribution d'un mouvement de population uniquement au changement climatique encore plus dure à déterminer.

D'un point de vue géographique, il y a aussi peu de chances que les prévisions de montées des eaux qu'ils utilisent ne soient exactes. En effet, même si ces données peuvent donner une idée des parcelles de terre et de régions qui seraient touchées par ce phénomène dans les dizaines d'années à venir, elles ne seront pas forcément toutes submergées, et donc inhabitables. Ces processus dépendent des différents types de sol, de l'érosion et de la sédimentation. Par exemple, un sol argileux a une faible perméabilité. Lors de forte pluie, ce type de sol sera donc plus propice aux ruissellements et aux inondations qu'un sol sableux ou limoneux⁶. Pour ce qui est de l'érosion, les sols particulièrement érodés (zones de constructions, forêts déboisées, champs nus) n'absorbent plus autant d'eau, les rendant aussi plus enclins à générer des inondations. Ces différents facteurs impactent la montée des eaux, et peuvent donc en atténuer les effets ou bien les exacerber. Cependant, la prise en compte de ces variables dans les prévisions migratoires demande des analyses ainsi que des données beaucoup plus poussées pour en tirer des conclusions.



(1) Traduction : Institut pour l'Économie & la Paix.

(2) Oxfam (2021) - Est dit d'une personne qui se retrouve dans une situation dans laquelle sa sécurité ou sa vie sont en danger, se voit forcée de quitter son foyer pour se déplacer vers d'autres régions du pays ou vers d'autres pays, du aux conséquences des changements climatiques causés par l'action humaine.

(3) Forced Migration Review, The Numbers Game.

(4) Traduction - Comment la Migration Fonctionne Vraiment.

(5) de Haas, H. (2014). What drives people to migrate? *COMPASS*.

(6) Centre de ressources pour l'adaptation au changement climatique. (2023). Retrait-gonflement des argiles : À quoi s'attendre et comment s'adapter ?

Enfin, tout pousse à croire qu'une vague migratoire en Europe n'aura pas lieu. A nouveau, la recherche académique dans ce domaine démontre majoritairement deux points importants. Premièrement, le World Migration Report 2024⁷ de l'International Organisation for Migration⁸ (IOM) a démontré que lors de désastres naturels, les populations touchées migrent pour la grande majorité sur des courtes distances et pour de courts laps de temps. En effet, ces types de migrations sont marqués par une volonté de retour dans la région d'origine dès que possible. Deuxièmement, la majorité des pays identifiés comme vulnérables aux chocs climatiques sont des pays à faible revenu. Ainsi, même en cas de désastre climatique, ces populations n'auraient pas les ressources financières nécessaires pour migrer sur de longues distances. De surcroît, les conséquences du réchauffement climatique ont tendance à aggraver les finances de ces pays. Cattaneo et Peri, deux chercheurs italiens ont réalisé une étude en 2016 montrant que la montée des températures dans les pays à faibles revenus diminue la migration et piège les habitants dans une précarité accrue⁹. Un rapport publié le 5 mars par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) confirme cette thèse. Le rapport démontre qu'une augmentation d'un degré dans les pays les plus vulnérables provoque une diminution de 34% des revenus d'un ménage dirigé par une femme¹⁰. Traverser des continents, des pays et des mers a un coût financier très élevé en plus de risques humains terribles. Bien que

certaines puissent défendre l'idée que les frontières européennes soient des passoires, force est de constater que la majorité des personnes en situation de migration¹¹ qui a suivi l'été 2015¹², s'est retrouvée dans les régions et dans les pays voisins, et non en Europe.

Une certaine malhonnêteté intellectuelle

Nous sommes maintenant en droit de se demander d'où viennent ces prédictions migratoires, si elles ne reposent sur aucun fondement scientifique. Pour mieux comprendre pourquoi de tels discours prolifèrent, il faut se pencher sur les narratifs politiques sur lesquels elles s'appuient. Pour les groupes politiques de gauche, ces prédictions de vague migratoire climatique servent à donner de l'attention aux enjeux climatiques et humains de la question migratoire plus largement. Ainsi, en alarmant sur cette présumée vague, ils encouragent la mise en place de systèmes d'accueil digne des personnes en exil dès aujourd'hui. C'est aussi notamment à travers ce prisme-ci que nous pouvons comprendre l'initiative de créer un statut de « déplacé climatique » proposée par le programme du Nouveau Front Populaire. Pour ce qui est des groupes politiques de droite, ces prévisions servent à renforcer un narratif de « migration de masse ». De cette manière, en utilisant ces prédictions, ils peuvent justifier une gestion des frontières encore plus dure et inhumaine que ce qu'elle n'est aujourd'hui. Enfin, pour les associations, les organisations internationales et les organismes de recherche, ces prédictions représentent un enjeu financier de taille, car

elles encouragent leur financement et soulignent donc un conflit d'intérêt sous-jacent. Le Programme Environnemental des Nations Unies avait prédit 50 millions de réfugiés climatiques pour 2010. Seulement l'institution a été forcée dans les années qui ont suivi à se distancer de ces prédictions initiales, venant même à supprimer leur carte numérique des migrations climatiques. En effet, à l'inverse de leurs prédictions, la population des zones en question n'avait qu'augmenté¹³. Ainsi, il y a une piste de lecture financière à la surévaluation des chiffres de prédictions migratoires.

Malheureusement, l'utilisation de ces prévisions douteuses n'est pas sans conséquences : elle entraîne une dépolitisation de la question migratoire. Comme expliqué plus tôt, la décision d'un individu de migrer ou de rester ne dépend pas que d'un seul, mais bien d'une multitude de facteurs. Limiter la migration de millions et de milliards de personnes au climat déresponsabilise les autorités locales. Ce sont bien l'ensemble des effets indirects et directs du changement climatique qui vont pousser des populations à partir. Or, sur cet ensemble de facteurs, les autorités locales jouent un rôle critique. D'abord, dans l'adaptation de ces régions aux chocs climatiques, mais aussi dans l'implémentation d'un cadre socio-économique permettant aux habitant.e.s de vivre dignement et en sécurité. Les événements récents qui ont eu lieu à Valence ont montré la responsabilité des politiques.

Il est primordial d'attirer l'attention sur les effets néfastes des changements climatiques car il en relève de la survie de notre espèce. Malheureusement, utiliser le spectre de la migration de masse pour le faire ne peut être une solution. Celle-ci ne rend pas justice au fait que ce sont bien les pays les plus vulnérables qui seront les premiers impactés, et que leurs populations n'auront pas les moyens de venir en Europe. Il est donc impératif de se pencher sur la capacité d'adaptation des régions les plus vulnérables qui seront injustement les premières à payer le prix de nos modes de vie occidentaux. Cependant, utiliser de fausses prédictions migratoires catastrophiques pour le faire n'est certainement pas une solution car elle relève de la malhonnêteté intellectuelle et l'utilisation de faux argumentaires met en danger la lutte contre le réchauffement climatique en elle-même tant elle risque de la décrédibiliser.

(7) Traduction : Rapport Mondial sur la Migration 2024.

(8) Traduction : Institut International de la Migration.

(9) Cattaneo, C., & Peri, G. (2016). The migration response to increasing temperatures. *Journal of Development Economics*.

(10) Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2024). The unjust climate.

(11) En 2017, 97 millions de migrants du Sud se sont déplacés vers un autre pays situé dans le Sud, tandis que 89 millions auraient migré vers le Nord. (G.Pison, *Population et Sociétés*, n°563, 2019).

(12) Plus connu sous le nom de « long été de migration », l'été 2015 a été particulièrement marqué par son augmentation nouveaux arrivants. Cela était partiellement dû à l'intensification des conflits auxquels la Syrie fait encore face aujourd'hui.

(13) Der Spiegel. (2011, Avril 18). Feared migration hasn't happened: UN embarrassed by forecast on climate refugees.

LES OBSESSIONS DU NATIONALISME :

Gabriel BLONDEAU

LA TERRE, LE SANG, LA FORCE ET LE CORPS

Quand le corps devient territoire, entre manipulations idéologiques et revendications identitaires. L'affaire Martinovic dépasse le simple fait divers et cristallise les tensions ethniques et politiques de la Yougoslavie des années 1980.

Le 1er Mai 1985, à Gnjilane, une petite ville de l'Est du Kosovo, Djordje Martinovic, un employé de l'armée et fermier à ses heures perdues, entre à l'hôpital avec une bouteille de bière en verre enfoncée dans son rectum. Le tesson est en train de lui perforer le grand intestin. Ensanglanté, il continue d'attendre debout, jusqu'à ce qu'on l'amène au bloc opératoire.

Le danger passé, en train de récupérer sur un lit d'hôpital, Martinovic raconte le récit de son humiliation et de son agression aux autorités et aux médecins. Alors qu'il s'occupait de sa parcelle de terre, deux hommes l'empoignent et le rouent de coups. Ils le déshabillent, et lui ligotent les poignets et les jambes. Martinovic parvient, à travers la torture, à distinguer l'accent albanais de ses agresseurs. Les hommes le frappent, cassent une bouteille de bière et enfoncent le tesson dans son rectum. Ils l'abandonnent, inconscient, par terre, le sang coulant. Djordje parvient à se traîner jusqu'à l'hôpital.

Martinovic est serbe, les autorités du Kosovo et les assaillants présumés albanais. Pour comprendre le cas Martinovic, le des passions qu'il déclencha

et l'obsession du nationalisme serbe avec Djordje, plongeons nous dans la Yougoslavie des années 1980.

La Mort de Tito et l'éclatement de la Yougoslavie

Le 4 mai 1980, à Ljubljana, le dirigeant de la Yougoslavie, le maréchal Tito, meurt. Sa mort est vécue comme une déflagration pour la confédération yougoslave en proie déjà à plusieurs tensions politiques et ethniques entre les divers États (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie et Macédoine du Nord). L'unité de la Yougoslavie ne tenait qu'à un fil : Tito. Les Albanais clament vouloir quitter l'union le plus vite possible.

Un an plus tard, en 1981: des milliers d'Albanais s'emparent des rues et manifestent dans l'ensemble du Kosovo. Ils exigent l'indépendance du Kosovo et la reconnaissance d'un État kosovar albanais. Ces manifestations, très durement réprimées par la Yougoslavie défaillante, ravivent le nationalisme albanais. En même temps, les revendications attirent la colère des Serbes. En plus, la presse internationale s'empare du dossier

et des photos de policiers yougoslaves visant des enfants albanais parcourent le monde entier. L'opinion publique est enflammée et condamne les actions serbes. En parallèle, et en réponse aux condamnations internationales, le nationalisme serbe se radicalise et revendique à son tour l'appartenance du Kosovo.

Pourquoi le Kosovo concentre-t-il les tensions?

Le Kosovo est depuis toujours un sujet sensible pour la Yougoslavie. Doté d'un statut de région autonome, il s'agit d'une province de la Serbie. De 1968 à la moitié des années 1980, le Kosovo s'affirme de plus en plus, et réclame une plus grande autonomie. De grandes réformes dans les années 1960 et 1970 avaient confié le contrôle politique du Kosovo à une majorité albanaise, si bien que les institutions, notamment la police, étaient pratiquement exclusivement composées d'Albanais. Les Albanais considèrent donc nécessaire une indépendance reconnue du

En 1989, le Kosovo voit son statut d'autonomie retiré. Quatre des six républiques yougoslaves deviennent des États à part. La Serbie et le Monténégro constituent la Yougoslavie restante. Les populations le ressentent et prennent part à ce déchirement, affirmant une nouvelle appartenance nationale, au-delà de l'identité yougoslave.

Le problème au fond de la désagrégation de la Yougoslavie est lié à la distinction entre nation, peuple et État. La nation n'incarne pas nécessairement l'État. La nation est représentée par une population, un groupe de personnes uni par des marqueurs réels et imaginaires tels que l'histoire, la langue, les traditions, les mémoires et des mythes partagés. Les Serbes et les Albanais se considèrent tous deux comme des nations à part et les Albanais du Kosovo revendiquent le droit à une nation. Les Serbes, eux, revendiquent une souveraineté sur le Kosovo et une intégrité territoriale. L'identité yougoslave s'effrite...

Le cas Martinovic, en 1985, arrive dans un contexte d'extrêmes tensions entre les groupes ethniques au Kosovo. Dès le mois de juin, plus de 700 Albanais sont arrêtés pour « activité anti-yougoslave ». En 1984, des Albanais du Kosovo sont arrêtés pour attentats à la bombe à Pristina. La cause Martinovic électrifie les revendications serbes, déjà exacerbées par des cas de viols perpétrés prétendument par des Albanais sur des Serbes. Ces viols sont dénoncés non pas parce que la victime est agressée mais plutôt parce que la nation serbe est humiliée. Le viol devient une attaque contre la nation et Martinovic devient un symbole, synonyme de la victimisation des Serbes et de la perte du Kosovo.

Le cas Martinovic : un flou persistant qui demeure un symbole d'injustice

Le cas Martinovic reste opaque : le récit de Djordje résiste encore aujourd'hui à la vérité. Après

son récit, il est emmené par les autorités et admet, après trois heures d'entretien, s'être auto-infligé sa blessure. Il ne serait donc pas une victime d'un crime nationaliste affreux mais un banal sado-masochiste et un menteur, qui plus est. Toutefois, Martinovic change encore de récit et retourne à sa version originale : pour le reste de sa vie, il réitérera la version de l'agression albanaise. Il avouera que sa confession honteuse aura été au prix de heures d'interrogatoire musclé et d'une promesse de travail pour ses enfants. Martinovic se fera examiner ensuite par divers médecins mais avec toujours des avis divergents : certains témoignent qu'il serait impossible de s'auto-infliger une telle blessure ; d'autres affirment que si.

Cette affaire reflète les tensions nationalistes grandissantes au sein de l'ex-Yougoslavie. Plusieurs journaux à Belgrade (*Vecernje novosti*, *Politika ekspres*, *Komunist*, *Duga*) publieront article sur article, dénonçant le comportement des Albanais et des musulmans pervers. L'union yougoslave, dans l'imaginaire nationaliste, devient une structure d'emprisonnement, une prison qui étrangle et étouffe la puissance virile serbe. Le cas du Kosovo et de Martinovic s'entremêlent et se mélangent : les deux récits illustrent l'obsession nationaliste qui exploite les vérités et les mythes communs pour jouer sur l'insécurité et le sentiment de victimisation. Le mythe obsessionnel représente l'identité comme perçue à travers le prisme de la terre, la culture, le sol et le sang.

Les conséquences de l'idéologie nationaliste poussée jusqu'au bout

Le viol devient une arme au sein de la guerre de Bosnie-Herzégovine. La guerre éclate en 1992 et, sous le commandement de Ratko Mladic à l'instigation de Milosevic, l'armée de la Republika Srpska (VRS)¹ est mise en place une politique d'épuration ethnique et systémique, par des viols de masse organisés dans des camps de viol. Entre

40 à 60 000 femmes bosniaques sont violées par des Serbes. La guerre de Bosnie-Herzégovine met en lumière les mécanismes du nationalisme et l'essentialisation opérée. L'obsession du nationalisme devient d'assurer le futur de la nation à travers le corps des femmes. Les femmes ne sont même plus considérées : le viol est un outil pour nuire à l'autre, pour conquérir ce qui lui appartient. Les mécanismes du nationalisme demandent à l'Histoire de se représenter comme une lutte entre identités. Le nationalisme est obsédé par l'idée d'un espace viable, et relie le territoire national au corps des femmes qui serait le vaisseau de la survie de la nation. Martinovic est l'expression de l'humiliation de la nation serbe, et en vient à justifier la conquête genrée de l'espace territorial de ses adversaires, exprimées par le corps des femmes. L'identité serbe se traduit par le sang, autant que par la terre. L'identité nationale serbe ne peut s'exprimer, contrainte par la prison de l'union yougoslave. La nation devient la réaffirmation de la masculinité. Ce qui lie l'affaire Martinovic à la politique d'épuration ethnique est l'essentialisation de l'identité serbe : la nation serbe est attaquée et menacée existentiellement, justifiant ainsi la recherche de sa survie à tout prix.

Le cas Martinovic illustre les pires obsessions du nationalisme et l'instrumentalisation de la souffrance par une idéologie vorace. Le nationalisme nie la pluralité des personnes, des histoires, des peuples pour construire une Histoire absolue et démagogue.

(1) Les forces serbes.



LE DANGER DES SOLITUDES PENSÉES

C'est beau, une cuillère. C'est creux et lisse,
C'est beau lorsqu'elle glisse en grinçant sur une glace ronde
Et contre un bol qui crisse

C'est beau aussi une paupière
La tienne tombe trop tôt le soir
Elle me laisse seule
Elle scie ton paysage, de plus en plus lourdement, grasse.
Brutalement elle abat son couvercle

Je meurs un peu chaque nuit
De ne pas oser l'ouvrir avec mes doigts
Elle est pourtant si légère
Et ton sommeil est lourd
Tu ne sentirais rien

C'est impoli, un doigt
C'est gros, sale, maladroit
Il pourrait réveiller l'ampoule enfoncée dans ton crâne

On ne mange pas avec les doigts, on utilise ses couverts

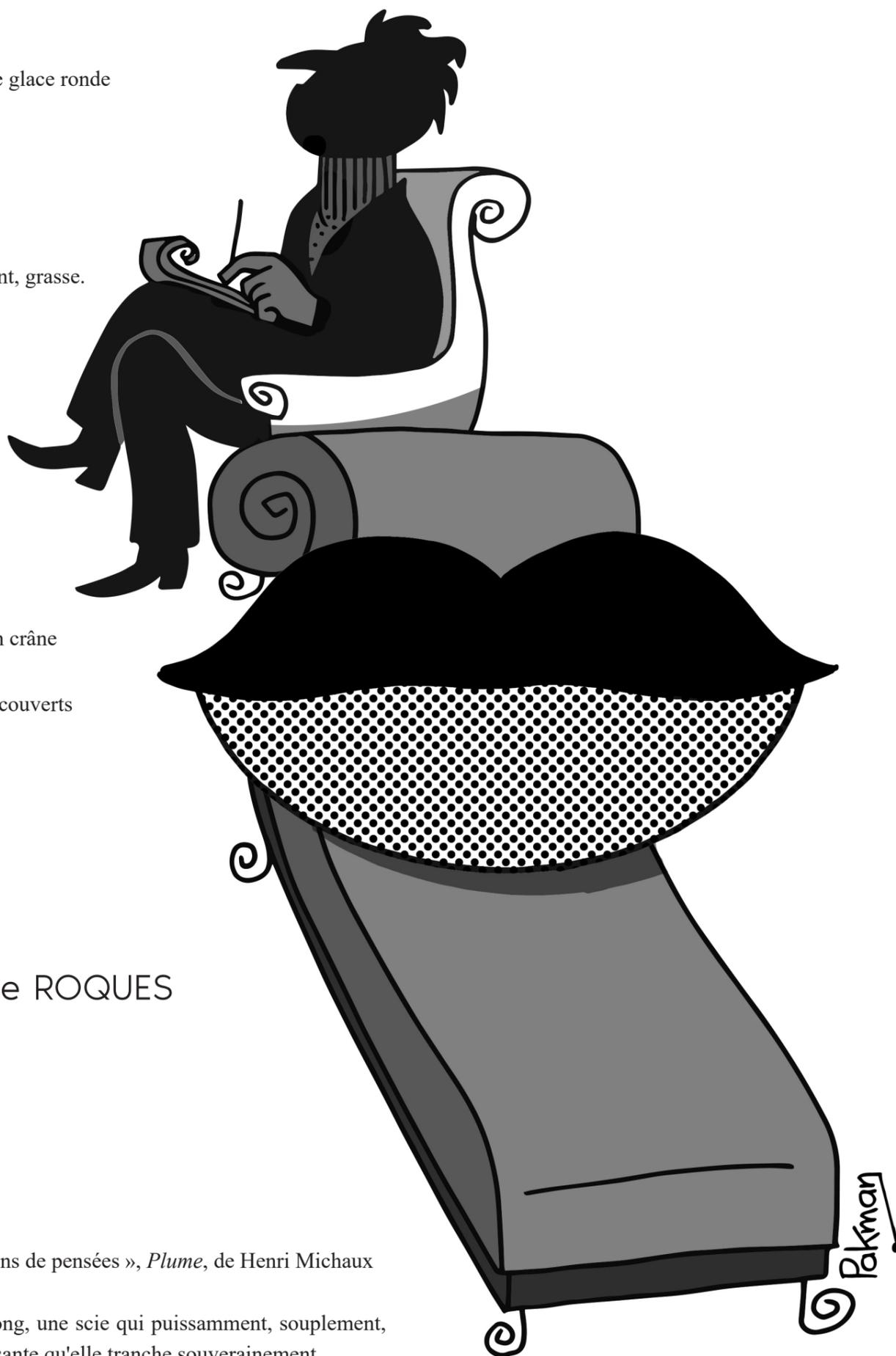
Ce soir tu dors il n'est même pas minuit
J'ai un petit creux

Clothilde ROQUES

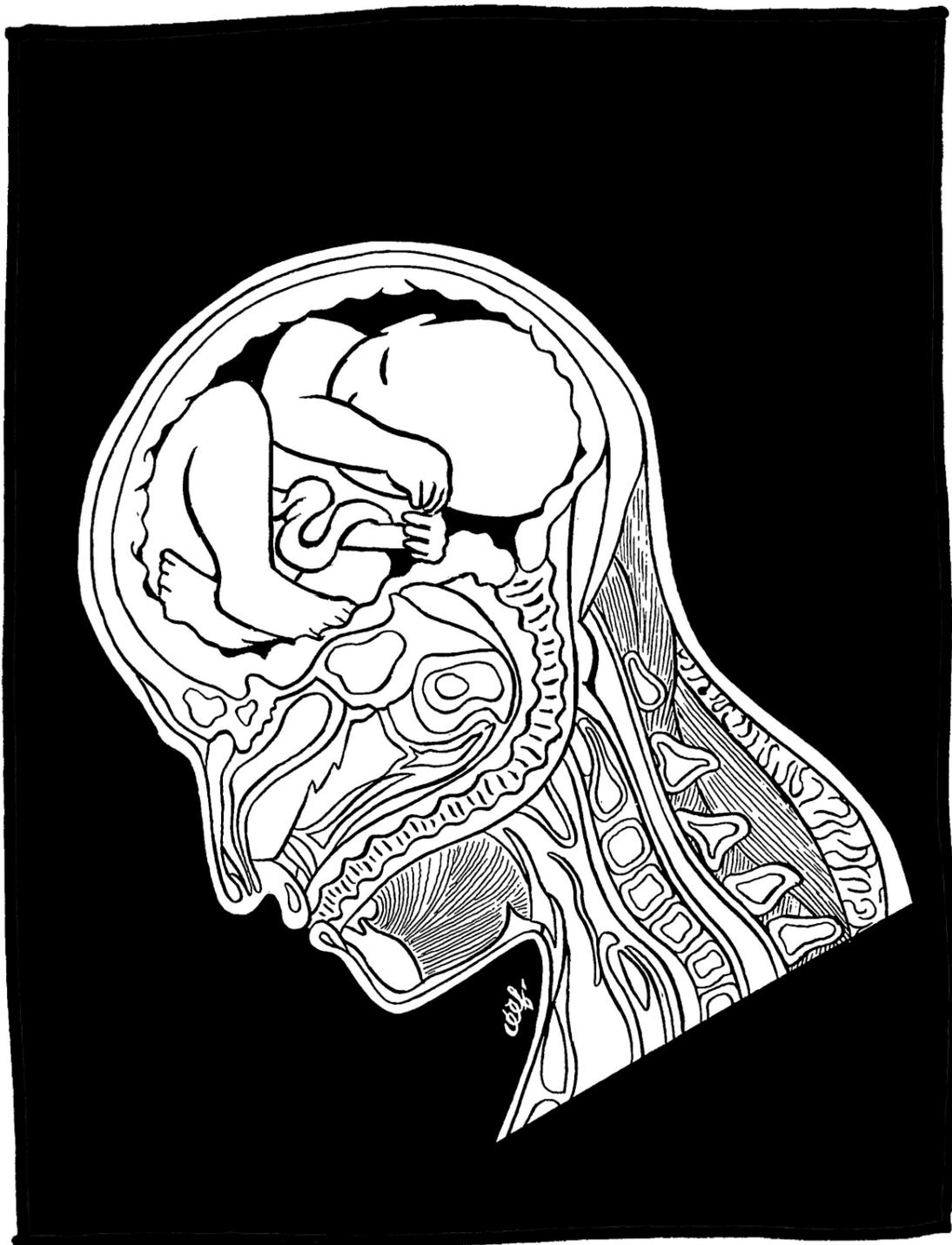
Inspiration du poème « Le danger des associations de pensées », *Plume*, de Henri Michaux

« C'est beau, une scie, une scie de scieurs de long, une scie qui puissamment, souplement,
tranquillement avance dans une bille de bois pesante qu'elle tranche souverainement.

C'est beau aussi une poitrine. »



CHIMÈRE



Mon père a souvent dit de ma mère qu'elle « avait besoin d'un os à ronger ». C'est pourtant à mon propre égard que j'assimilais cette phrase, ayant toujours eu peur de lui ressembler. Son manque de lucidité et son refus à la résiliation étaient pour moi si étouffants, qu'ils témoignaient, venant d'elle, d'une part de faiblesse profondément dérangeante.

C'est avec violence que le désir de me détacher d'elle de toutes les manières possibles m'envahit, se glissant par les pores enragés de ma peau. Je considérais ce besoin fulgurant de changement d'apparence comme une étape prioritaire à ma vie d'adolescente. J'avais seize ans lorsque je pris conscience de son état mental ; jeune fille en quête d'une émancipation de l'enfance, j'étais en proie à une obsession implacable. Non celle de fuir ma mère, mais l'urgence de me laver d'elle.

Les repas du soir prirent alors une toute nouvelle dimension. Assise face à elle, le spectacle m'offrait tout ce dont j'avais besoin : son attitude, sa figure, son regard. J'éprouvais dans cet exercice malsain un plaisir ludique à observer ses gestes et à en déduire lesquels des miens découlaient des siens. Je prenais soin d'occulter sa présence sur ma peau par l'élimination de mécanismes corporels que j'avais copiés sur elle plus jeune. L'application suit l'apprentissage. Je devenais obnubilée par ce jeu, indolente à la cruauté qu'il renfermait.

Ma mère s'était toujours considérée comme la victime de sa propre vie. L'erreur ne venait jamais d'elle, la méchanceté toujours des autres. Elle s'emparait du temps pour le teindre de ses lamentations, et me prenant toujours à témoin de son malheur, médisait infiniment sur les injustices que lui faisaient vivre ses bourreaux, figures féminines aux allures hautaines.

J'étais infatigable. À l'affût de ses moindres mouvements, je me dévouais entièrement à une observation aiguisée pour y déceler une nouvelle reconnaissance gestuelle, dédoublée. Tout allait jusqu'aux plus petits détails. Son mince poignet se cassant pour maintenir son menton, son souffle sec recrachant sa fumée, sa façon de se frotter les mains, doigt par doigt, les yeux perdus dans une pensée. Je regardais même ses ongles rongés et m'interdisais de toucher aux miens. Je n'avais jamais autant appris de mon regard, de la persévérance dont il témoignait, ni de cette patience opposée à moi-même dont je faisais preuve ici.

L'œil en alerte, je restais immobile, me refusant de reproduire tous mouvements analogues aux siens. J'étais contaminée par sa présence.

Les hommes de ma famille s'en mêlèrent. Notre relation mère-fille en devint de plus en plus tumultueuse et l'on me reprocha « d'agir comme elle ». Alors je ne sais pas pourquoi mais soudainement quelque chose se brisa en moi. Il y eut un déchirement dans mon ventre qui ne prenait pas fin, et je me rendis compte que je souffrais. Agir comme elle. Cette parole m'était indigeste, contradictoire à mes efforts. La précaution que me témoignait ma famille vis-à-vis de la ressemblance que nous partagions semblait être une peur liée au destin, que les fragments se perpétuent, que la douleur s'y accroche, irrémédiablement. Agir comme elle.

Je me sentais trahie.

Toute cette obstination était pour moi la preuve même que je percevais, que j'avais conscience de cet héritage qu'ils sous-entendaient si souvent. Je ne pouvais pas accepter que mon travail engendre le résultat inverse. Les pensées se mélangeaient dans ma tête : je n'étais plus capable de discerner aucune de nos propres singularités, ne voyant que la fatalité de mon destin juxtaposé au sien. Mais il fallait me nettoyer, encore, frotter plus fort, garder cette vigilance afin de ne pas pencher vers la pente glissante d'une irréversibilité précoce.

J'étais désorientée, en funambule entre la folie, et le reste. Je voulais supprimer tout ça, me libérer de cette emprise, effacer la douleur, je voulais prier pour que l'on arrête de s'exclamer en m'observant « c'est fou comme elle te ressemble ! ». J'éprouvais de la honte, honte d'être touchée, honte de vivre sa misère, qu'elle devienne la mienne, honte d'affirmer la possibilité d'engendrer la maladie, de perpétuer cette souffrance contagieuse sur la prochaine génération, honte que l'on me regarde avec ces yeux qui vomissent la compassion et l'encouragement comme s'ils me pointaient du doigt, moi, la prochaine à succomber. Ils essayent de me dissoudre. Mais ce sont eux les coupables, d'appuyer cette certitude pour échapper au destin. J'ai fait tout ce que je pouvais. C'est moi qui suis dans la vérité, moi qui suis réelle et eux, ne sont qu'aveuglés, ne savent rien. Ils ne peuvent imaginer ce qu'est cette alarme qui retentit, qui envoûte et qui perce les yeux pour y verser l'attente lancinante de ce qui sera mon malheur.

Laura MARTINET

COMPTE-RENDU DE LA TABLE RONDE SUR LES MAISONS D'ÉDITIONS ET LES JEUNES AUTEUR.ICE.S

Lina MEDKOURI

Le soir du 21 novembre, dans le campus de Sorbonne Nouvelle alors recouvert d'un manteau blanc de neige, le journal inter-universitaire *La Gazelle* organise son premier événement de l'année, et non des moindres : une table ronde dédiée à l'univers des maisons d'édition et aux jeunes auteur.ice.s. À cette occasion, quatre intervenantes nous ont éclairé sur les dynamiques, parfois méconnues, du monde éditorial. Autour de notre table se côtoient Blanche Cerquiglini, responsable des collections « Folio classique » et « Folio théâtre » chez Gallimard, Noëlle Meimaroglou, directrice générale des éditions Hermann, Karine Duperret, directrice générale de la maison Les Apprimeurs, et Ophélie Roque, autrice du roman *Black Mesa* (2023), formant ainsi un ensemble aux parcours riches et diversifiés. Partage d'expérience, conseils des plus précieux destinés aux jeunes auteur.ice.s, inquiétudes face à l'ère numérique... nos éditrices et autrice avaient tant à transmettre.

L'édition est un milieu qui allie créativité, rigueur et passion littéraire. Mais qu'est-ce qu'une maison d'édition au juste ? Blanche Cerquiglini attire notre attention sur le terme de « Maison » ; aujourd'hui, l'on parle de maison de mode, maison de luxe, ou encore de maison artisanale. En effet, chaque institution éditoriale se veut être un foyer pour les auteur.ice.s, un nid où l'éditeur accompagne et soutient les œuvres dans leur concrétisation. Il existe autant de maisons d'édition que de genres et de types de livres : des grandes structures aux catalogues éclectiques, aux maisons spécialisées qui se consacrent à des niches littéraires ou à des thématiques précises. Dès lors, le quotidien d'un éditeur.ice varie d'une maison à l'autre. Noëlle Meimaroglou nous met en garde face aux représentations trop souvent clichées du métier. Entre dénicher de nouveaux talents, affiner les textes et orchestrer la publication, chaque journée réserve son lot d'épreuves. Mais qu'en est-il de la collaboration entre éditeur.ice et auteur.ice ? Plutôt qu'un.e éditeur.ice démiurgique, il s'agit d'accompagner et de s'occuper de l'auteur.ice en mettant à profit son expertise du marché, tout en veillant à ce que les décisions soient prises conjointement.

Pour les jeunes plumes, le chemin vers la publication est semé d'embûches, mais pas sans lumière. Ophélie Roque, forte de son expérience, conseille de « provoquer la chance » par un travail constant de prise de contact. Par ailleurs, selon nos intervenantes, un jeune âge peut aussi être un atout : les jeunes auteur.ice.s apportent une identité forte et une énergie nouvelle au paysage littéraire. Néanmoins, la vigilance s'impose pour éviter des collaborations précaires : « Ne vous faites pas publier par une maison qui n'a pas de crédibilité », avertissent-elles. Elles insistent aussi sur l'importance d'accepter les réalités du métier : le succès d'un livre est souvent relatif, et une vente de 5 000 exemplaires est aujourd'hui un véritable exploit. Un autre défi majeur : lâcher prise. Devenir auteur.ice, c'est aussi abandonner une partie de son contrôle sur l'œuvre pour permettre à la maison d'édition de jouer pleinement son rôle.



Dans ce paysage en constante évolution, la numérisation s'impose comme une révolution majeure. Karine Duperret, directrice de la maison Les Apprimeurs, agence numérique, souligne que cette transition ne se limite pas à la simple dématérialisation des livres. Elle transforme profondément les pratiques éditoriales, du repérage des talents à la diffusion des œuvres. Les plateformes numériques, telles que *Wattpad* ou d'autres communautés en ligne, permettent aux auteur.ice.s de tester directement leur lectorat avant la publication traditionnelle. En parallèle, les maisons d'édition trouvent dans ces outils un moyen d'atteindre de nouveaux publics tout en s'affranchissant des contraintes des circuits de distribution classiques.

À travers cette table ronde, un constat s'impose : l'édition, entre tradition et innovation, demeure un espace vivant où les mots trouvent leur chemin vers le cœur des lecteur.ice.s. Pour les jeunes plumes comme pour les éditeur.ice.s, l'enjeu est de taille, mais l'aventure est toujours porteuse de promesses comme en témoigne l'enthousiasme de nos intervenantes et les échanges passionnés tout au long de cette table ronde.



DOGA ASLAN

Avec deux artistes et un écrivain dans ma famille, j'ai grandi entourée d'art et de littérature. Ma plus grande passion est d'illustrer des poèmes et faire passer des émotions à travers mes dessins. J'adore voir la richesse des mots rencontrer la créativité de l'art. J'espère que mes illustrations réussiront à vous toucher !

PAKMAN

C'est en 1981 que Pakman devient diplômé de l'École Estienne. Il consacre ensuite 25 ans de sa vie à promouvoir pommes, poires et scoubidous (-bidous) dans la publicité.

En 2008, il prend son marteau et son burin pour exercer le métier de dessinateur de presse. Profitant de la création de Bakchich, info sur le net, et de la revue Siné hebdo, il en devient un des plus fidèles moines copistes.

Ses collaborations seront dès lors diverses : La Mèche, Zélium, Urtikan.net, Ravages, Fabula, Lui, Monsieur, Siné Mensuel etc.

**Antilope****Directrice** Mélina Tornor**Rédactrices en chef** Valentine Pastor, Manon Kubiak, Emma Del Ponte**Président honoraire** Mario Ranieri Martinotti**Secrétaire générale de rédaction** Eya Karoui**Responsables de rubrique** Carlotta Penquer-Yalamow, Louane Lallemand, Manon Kubiak, Valentine Pastor, Emma Del Ponte, Louise Parchurka, Elyse Béasse, Anne Besse, Chloé Flores et Clothilde Roques**Direction artistique** Lucia Lefèvre**Trésorier** Gabriel Desbordes**Responsables de la communication** Julie Eudes, Hannah Warmerdam et Eya Karoui**Responsable du pôle conférence** Hana Goudjil**Illustrateur.trice.s** Angèle Lou, Céef, Doga Aslan, Mila Ferraris, Pakman, Annah Gouyache**Rédacteur.trice.s** Eya Karoui, Galliane Langsweirt, Mattéo Drame, Estelle Jouan, Guélan Zaour, Diana Carneiro, Anthéa Mariani, Anoushka Bousba, Simon Del Marmol, Gabriel Blondeau, Clothilde Roques, Laura Martinet.**Mise en page** Pauline Annibal

redaction.lagazelle@gmail.com

Facebook : Journal La Gazelle

Instagram : @journal_lagazelle

Imprimé à Condé-sur-Noireau par Corlet Imprimeur SA

Association régie par la loi de 1901 : N° SIRET : 814 503 645 000 16

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNESORBONNE NOUVELLE
FSDIE
Fonds de Solidarité et de Développement
des Initiatives ÉtudiantesLETTRES
SORBONNE
UNIVERSITÉVILLE DE
PARISla Maison
étudianteFinancé par la
cveecFinancé par le
SFE